

444

NOVEMBRE
2023
3,60 €

LA CHRONIQUE

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

FEMMES AFGHANES

L'armée de l'ombre

Alors que le régime taliban
cherche à museler les femmes,
celles-ci risquent leur vie en organisant
des écoles clandestines ou en s'exilant.
Dans le plus grand secret,
nos reporters les ont rencontrées.



- 04 INVITÉ
Thomas Cailley
- 07 ÉCLAIRAGE
Brésil
La gâchette facile
- 11 GÉOPOLIS
Le regard de Pierre Haski
- 24 PERSPECTIVE
Bousculer les canons esthétiques
- 25 RÉCIT
Australie
Un major très honorable
- 28 REPORTAGE
Haïti
Déchiré par les gangs
- 32 PORTFOLIO
Rwanda
À la poursuite des génocidaires
- 38 DÉBAT
Faut-il republier *Mein Kampf* ?
- 44 CULTURE
Colombie
Eh bien, dansez maintenant !
- 46 VIE DU MOUVEMENT
Actions urgentes :
la force de frappe
- 50 HISTOIRE
Wounded Knee, ultime épisode
d'une extermination

Pour vous abonner
à *La Chronique*,
rendez-vous sur le site :
[amnesty.fr/chronique](https://www.amnesty.fr/chronique)



© LOUELA PAULLEY

DOSSIER FEMMES AFGHANES L'ARMÉE DE L'OMBRE 12

Notre équipe de journalistes s'est rendue en Afghanistan. Depuis la prise de pouvoir par les talibans en 2021, des millions d'Afghanes n'ont plus le droit d'étudier, simplement parce qu'elles sont femmes. Certaines fréquentent, à leurs risques et périls, des écoles clandestines. D'autres fuient au Pakistan en proie à d'autres dangers. Beaucoup espèrent obtenir un visa et le statut de réfugiée.



© THÉOPHILE SIMON

REPORTAGE 28

Haïti Déchirée par les gangs

Après un an d'atermoiements, le déploiement d'une force internationale, pilotée par le Kenya, a été décidé par l'Onu. Elle ne fait pas l'unanimité et beaucoup s'interrogent : parviendra-t-elle à venir en aide aux Haïtiens, dans un pays sans État où les gangs sèment la terreur ?

PORTFOLIO 32

Rwanda À la poursuite des génocidaires

Voilà un portfolio atypique. Il s'agit de vignettes extraites d'un roman graphique signé par Thomas Zribi et Damien Roudeau. Il retrace l'histoire des Gauthier. Depuis plus de vingt ans, le couple traque, en France, les tueurs ayant participé au génocide en 1994.



© DAMIEN ROUDEAU

DROITS DES FEMMES AU COMPTE-GOUTTES

JEAN-CLAUDE SAMOULLER
Président d'Amnesty International France



Le 25 novembre, c'est la **Journée internationale contre les violences faites aux femmes**. Une journée contre les féminicides, contre les atrocités indicibles envers celles qui se retrouvent réduites à des butins de guerre, dont les corps sont une monnaie d'échange. Les femmes se trouvent particulièrement exposées aux violences sexuelles tout au long de leur parcours migratoire. Alors, comment ne pas être sidéré par les propos du président Macron, lors de son interview télévisée du 24 septembre, qui s'enorgueillissait que l'Europe ait « formé » les gardes-côtes libyens ? Quelle infamie quand nous connaissons l'horreur des centres de détention en Libye, vers lesquels sont renvoyés ces femmes et ces hommes, interceptés en mer par lesdits gardes-côtes ! Le 25 novembre, c'est la journée internationale de lutte pour celles qui sont arrêtées, battues, torturées, stigmatisées, parce qu'il leur manque un bout de tissu, ou au contraire, discriminées parce qu'elles sont voilées. Et quel honneur de relater les propos de cette jeune Iranienne rencontrée il y a peu : « *Ma grand-mère, le shah l'a obligée à enlever le voile. Ma mère, l'ayatollah l'a obligée à le porter. Moi, personne ne me dictera comment m'habiller. Cette histoire de tissu, c'est juste pour nous contrôler, pour nous empêcher d'être libres. Moi, je ferai ce que j'ai décidé de faire.* »

Ce 25 novembre, notre action ciblera principalement la protection que la France doit urgemment apporter aux Afghanes qui ont couru les plus grands périls pour rejoindre l'Iran ou le Pakistan. Or, dans ces pays, les difficultés et les persécutions continuent : arrestations arbitraires, harcèlements, risque de renvoi en Afghanistan... Les visas y sont délivrés au compte-gouttes par les ambassades et les consulats français de Téhéran et d'Islamabad ; les délais pour obtenir un rendez-vous s'allongent, laissant les personnes dans la plus grande détresse.

La France s'est engagée à plusieurs reprises à soutenir les droits des femmes afghanes. Il est temps de traduire ces mots en actions concrètes ! La France doit leur faciliter la délivrance de visas, accélérer le regroupement familial pour faire venir les conjointes et les enfants d'Afghans réfugiés dans notre pays. Elle doit mettre en place un accueil dans la dignité et le respect de leurs droits. Quant à nous tous, il nous appartient d'accentuer la pression sur le gouvernement en signant et en faisant signer la pétition : « *Des visas pour la liberté des femmes afghanes persécutées* ». Cette pétition se trouve sur le site [amnesty.fr](https://www.amnesty.fr) et sera proposée à la signature par les militants lors de nombreux événements et dans l'espace public ce 25 novembre.

– Le 21 octobre 2023



© LOLA LEDOUX D'APRÈS HERVÉ BOUTET/DIVERGENCE

Chaque mois, une personnalité s'empare d'un sujet qui lui tient à cœur. Le cinéaste Thomas Cailley vient de remporter un franc succès avec son deuxième film *Le Règne animal*. Mélange de fantastique et de réalisme, ce long-métrage questionne la frontière entre l'homme et le reste du vivant. Pour *La Chronique*, le réalisateur évoque la nécessité d'imaginer de nouveaux récits, de nouvelles utopies, susceptibles d'inspirer des actions inédites pour transformer le monde.

L'INVITÉ

Thomas Cailley
Réalisateur

Propos recueillis par Laurent Rigoulet



Dans *Le Règne animal*, Émile, incarné par Paul Kircher, va devoir choisir son destin dans un monde en totale mutation.
© 2023 NORD-OUEST FILMS - STUDIOCANAL - FRANCE 2 CINÉMA - ARTÉMIS PRODUCTIONS

1 **E** ntre deux tournages, alors que je lisais des articles consacrés à l'environnement, j'ai été
touché par le court texte d'une écrivaine féministe américaine de science-fiction, Ursula K.
2 Le Guin, *La Théorie de la fiction-panier*. À l'aube de l'humanité, elle suppose que le premier
objet créé par l'homme fut le panier. Nos ancêtres étaient des cueilleurs, il leur fallait donc trouver
5 un procédé pour constituer des réserves. Ce panier était peut-être une feuille, peut-être une tresse
végétale, en tout cas il a été inventé avant la lance. Le soir, éclairés par la lampe à huile de yak,
les hommes préhistoriques se racontaient les histoires de la journée. Qu'est-ce que tu as cueilli?
Où t'es-tu promené? Un jour, quelqu'un a raconté une histoire de chasse, sans doute plus vivante,
plus riche en rebondissements. Et ce genre a pris le dessus, on le voit sur les parois des grottes
10 préhistoriques. La victoire de la lance. La victoire de l'histoire qui tue. Des odyssees héroïques
jusqu'à l'arme atomique capable de tout détruire.
Ursula K. Le Guin dit qu'il y a de la place pour autre chose. Sa théorie de la «fiction-panier»
m'a profondément ému: elle montrait que nous avons besoin de récits nouveaux pour inventer
d'autres mythes que ceux de la destruction. Comme mon activité est d'inventer des histoires,
15 il me plaît d'envisager que l'avenir de la planète pourrait aussi dépendre de celles que nous
raconterons aux jeunes générations.
Je crois de plus en plus que l'on peut transformer notre écriture pour imaginer des récits qui
rassemblent et inspirent les actions futures. La mutation que j'ai imaginée dans mon dernier film
Le Règne animal modifie les interactions sociales et pourrait modifier le monde. Elle se manifeste
20 dans le corps d'un adolescent. Cela me permet de traiter des questions que je me pose, d'autant plus
maintenant que je suis devenu père à mon tour. Qu'est-ce que s'émanciper et quitter ses parents?
Qu'est-ce que la transmission? Comment hériter d'un monde à réinventer? Comment apprendre les
uns des autres face à une société qui bascule et dans laquelle s'expriment des pulsions sécuritaires,
des rejets violents? Mais aussi, une société où il est possible d'accepter la différence, de renouveler
25 nos façons de vivre ensemble.
J'ai toujours été fasciné par la nature. J'avais 10 ans quand ma famille a déménagé dans les Landes.
J'ai tout de suite fantasmé sur cette forêt immense, que je pensais infinie. Je ne savais pas qu'elle
était aussi le produit de la monoculture et des pesticides. Je me revois à l'arrière de la voiture
familiale en train d'imaginer ce qui pourrait s'y passer, les rencontres improbables,
30 les aventures, les monstres, tout ce qui peut naître de l'imaginaire d'un enfant.

“ J’avais envie d’explorer un retournement de situation totalement inattendu, où les mutants n’apportent pas forcément l’inquiétude ”



Sauf que là, ça semblait sans fin. Jusqu’à mes 20 ans, j’ai vécu en plein air et, quand j’ai réalisé mon premier film, *Les Combattants*, je me suis tourné vers cette forêt pour raconter l’histoire d’une jeune femme qui croit à la fin du monde et tombe sur un jeune homme qui va, au contraire, lui proposer le début de quelque chose.

Avec *Le Règne animal*, nous nous sommes retrouvés à nouveau face à une angoisse de fin du monde. Nous avons commencé à écrire le scénario avant le Covid. Mais quand j’ai vu la panique, le confinement, les autoroutes désertes, le déploiement des forces de l’ordre et des tentes militaires, j’ai pensé que c’était la fin de mon projet. Il y avait trop de parallèles. Puis, lorsque le gouvernement s’est mis à jouer « à tout va bien, on sait gérer », c’est redevenu intéressant. Beaucoup de choses se sont dégradées dans la société sur le plan de la confiance, des interactions sociales et des libertés. Ce contexte m’a encouragé à raconter une histoire qui se déroule après la crise, alors que les choses se délitent. Comment passe-t-on du soin au contrôle, puis à la surveillance et à l’élimination? Sur le tournage, nous avons pris de plein fouet les effets du dérèglement climatique. Nous avons commencé pendant un mois de mai terriblement sec, et l’été promettait de l’être plus encore. Ensuite, il y a eu la canicule avec des orages extrêmement violents, puis les incendies.

Une nuit, nous nous sommes retrouvés littéralement encadrés par deux champignons atomiques. A l’ouest brûlait l’une des dernières forêts millénaires, la forêt de La Teste-de-Buch, dans laquelle nous avions prévu trois semaines de tournage. A l’est se propageait le gigantesque feu de Landiras qui a brûlé pendant plus de dix semaines. Notre décor est parti en fumée, tout s’est arrêté. Je suis resté sur place pour chercher des solutions. Il pleuvait des cendres toute la journée, les ciels étaient jaunes. Par chance, je suis tombé sur un tout petit archipel, des lagunes, quelques hectares demeurés intacts depuis le XIII^e siècle parce qu’ils appartenaient à une même famille de nobles n’ayant pas le droit de couper les arbres en raison de décrets datant du Moyen Âge! De fait, la forêt est magnifique, mais les dérèglements de la réalité rattrapent ceux de la fiction, et de notre décor d’origine, il ne reste rien.

Nous vivons dans un monde qui s’appauvrit dramatiquement. Plutôt que de proposer encore une histoire où des gens traversent en pleine sécheresse des déserts battus par les vents, j’avais envie d’explorer un retournement de situation totalement inattendu.

Où soudain il faut faire face à davantage de biodiversité, de variétés, de différences, et où les mutants n’apportent pas forcément l’inquiétude. C’est une utopie, mais je l’appelle de tous mes vœux. Et je pense que les gens sont prêts. Au terme d’une projection, une femme m’a dit: «*Au début du film, les créatures me terrifiaient, et à la fin, j’étais effrayée par les hommes.*» Je n’ai pas voulu trancher et imposer une morale, mais conclure le film exactement à l’endroit où nous en sommes aujourd’hui: toutes les options sont ouvertes. ●

35

40

45

50

55

60

65

70



, UNE ACTUALITÉ SORTIE DE L'OMBRE
ÉCLAIRAGE

BRÉSIL

BRÉSIL LA GÂCHETTE FACILE

À Bahia, État du Nordeste brésilien peuplé de 15 millions d'habitants, la police a tué 1 464 personnes¹, soit davantage que toutes les forces de police des États-Unis (1 201) ! « *La police militaire² agit dans une logique de guerre contre la drogue, dont l'ennemi a un profil précis. Il est noir, jeune, pauvre et habite dans les quartiers périphériques* », dénonce Wagner Moreira, coordinateur de l'Ideas, ONG facilitant l'accès au droit des populations défavorisées. Bilan : 98 % des victimes sont de jeunes Noirs habitant les favelas. « *Si la victime est issue d'un milieu social défavorisé, l'ouverture du procès d'un policier prend plus de temps* », ajoute l'avocate Gabriela Ramos, coordinatrice de l'association Odara accompagnant les familles de victimes. Dans un pays fédéral où les gouverneurs des États sont en partie responsables de la police, la situation de Bahia, un État géré depuis 2007 par le Parti des travailleurs (PT) du président Lula, interroge : « *Le PT local a cédé aux sirènes du "populisme punitif", déplore Samuel Vida, professeur de droit à l'université fédérale de Bahia. Il a adopté le discours qui consiste à dire que le crime ne peut être affronté que par la violence. C'était aussi l'un des principaux axes de la politique de Jair Bolsonaro.* »

— Jean-Claude Gerez

1— Selon le rapport de l'ONG Forum brésilien de sécurité publique.

2— Selon la Constitution, sous la responsabilité de chaque État, la police militaire est chargée de la préservation de l'ordre public.

ACTUALITÉS

LE MOT DE LA RÉDAC

Predator



C'est le nom d'un redoutable logiciel qui permet d'infecter le téléphone d'une personne, de siphonner toutes ses données, d'activer à distance son micro, sa caméra et la géolocalisation. Le 5 octobre dernier, 15 médias du réseau European Investigative Collaborations, avec l'assistance technique du Security Lab d'Amnesty International¹, ont révélé la face cachée de ce business. Une série d'articles de presse prouvent que le logiciel a été vendu à des pays comme l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Soudan. Des régimes répressifs ont donc pu infiltrer le mobile d'un journaliste ou celui d'un opposant, savoir ce qu'il dit, où il se trouve, ce qu'il fait et avec qui ! Tous ses contacts pouvant être dès lors démasqués, menacés, voire arrêtés.

Les prédateurs, ce sont ceux qui utilisent le logiciel... mais aussi ceux qui les vendent : le réseau européen d'entreprises de surveillance, Intellexa, dont fait partie le groupe français Nexa. Leurs dirigeants, toujours selon les journalistes, ont fourgué ce logiciel en empochant des millions de dollars, en échappant à tout contrôle et avec le soutien de l'État français. Et, selon le site d'information Mediapart, ce ne sont pas les scrupules qui les étouffent : « Des écoutes téléphoniques montrent que les dirigeants de Nexa étaient conscients des abus que peuvent commettre les dictateurs avec ce type de produit, vu "ce qui s'est passé en Arabie saoudite", pays qui a fait "un peu n'importe quoi" en assassinant le journaliste "[Jamal] Khashoggi". Si la presse apprend la vente de Predator à l'Égypte, "on est morts", a indiqué le patron de Nexa. »

On imagine bien ce que ce logiciel a pu devenir dans les mains d'un régime autoritaire : une arme de répression massive.

VIRGINIE ROELS

Rédactrice en chef

1- Rapport *Dans les mailles de Predator*, amnesty.org



ISRAËL-GAZA

Au mépris de la vie humaine

Cette photo du 9 octobre montre le système antimissile israélien Iron Dome, censé intercepter les roquettes lancées depuis la bande de Gaza. Le lendemain, Amnesty International Israël tweete : « Les horribles massacres et enlèvements de civils par le Hamas sont l'expression d'un mépris scandaleux pour la vie humaine et d'un mépris du droit international. Les attaques ciblées contre des civils et les prises d'otages constituent des crimes de guerre et ne peuvent en aucun cas être justifiées. [...] Les frappes aériennes israéliennes incessantes frappent Gaza, anéantissent des familles entières et détruisent des quartiers entiers. Les citoyens de Gaza, qui ne sont pas tous membres du Hamas, n'ont nulle part où chercher refuge. Israël doit reconnaître que ni la justice ni la sécurité ne peuvent être obtenues par un bain de sang civil à Gaza. »

© AMIR COHEN/REUTERS

A L E R T E

FRANCE

L'OFFENSIVE



21 juin 2023.
Pour les
Soulèvements
de la terre, le
couperet tombe. Le Conseil des
ministres prononce la dissolution
du mouvement écologiste,
l'accusant d'inciter « à des
agissements violents à l'encontre
des personnes ou des biens ».
Mais le 11 août, en réponse
à un recours du mouvement,
le Conseil d'État suspend
en référé la dissolution, le temps
de statuer sur son fondement
légal. C'est donc bien la portée
de cette arme administrative
que questionne ce débat juridique,
en vérité très politique.
En France, la dissolution peut être
prononcée par décret en
Conseil des ministres.
Jusqu'en 2021, les justifications
d'une telle décision¹ se limitaient
à la lutte contre les milices
privées, les actes de terrorisme
ou encore les appels à la
haine. Peu utilisé depuis les
années 1960, cet instrument
légal a été dégainé en 2013
par Manuel Valls à l'encontre
de plusieurs groupuscules
néonazis, puis d'organisations
cultuelles musulmanes, accusées
de recrutement djihadiste.
Mais c'est sous la présidence
d'Emmanuel Macron que ce levier

La liberté
d'association est-elle
menacée en France ?
La question
se pose au regard des
dernières dissolutions
décidées par le
gouvernement.

PAR
LENA BJURSTRÖM

a été largement employé, avec
un élargissement des motifs
invoqués. En 2021, la loi
« séparatisme » vient en effet
ajouter une nouvelle justification
pour recourir à cet instrument :
les « agissements violents
à l'encontre des personnes
ou des biens ».
Un motif flou, dont l'interprétation
est sujette à caution. C'est
d'ailleurs le cœur de la décision
à venir du Conseil d'État.
En août, ce dernier soulevait
déjà « un doute sérieux » sur
la légalité de la dissolution
des Soulèvements de la terre,
estimant que les éléments du
dossier ne permettaient pas
de considérer que le collectif
cautionnait les violences

contre les personnes, et que
les atteintes aux biens étaient
par ailleurs limitées.
Mais au-delà de cette décision,
c'est l'instrument juridique tel
qu'il existe en France qui doit être
questionné, analyse Katia Roux,
chargée de plaider à Amnesty
International. « C'est l'une des
restrictions les plus sévères au
droit à la liberté d'association² »,
rappelle-t-elle. Selon le droit
international, la dissolution
ne peut être justifiée que par
une atteinte imminente à l'État de
droit ou aux droits d'autrui, et doit
être strictement encadrée. « Or,
en France, non seulement elle
s'appuie sur des motifs vagues,
mais il n'y a aucun contrôle
judiciaire préalable, critique Katia
Roux. Une telle décision devrait
être prise par un tribunal. » Sans
cela, le risque existe que, de
mesure d'exception, la dissolution
se transforme en arme politique,
estime-t-elle, « particulièrement
dans un contexte où des
militants peuvent être qualifiés
d'écoterroristes et où des
actions de désobéissance civile
sont incriminées ».

1— Listées par l'article L.212-1
du Code de la sécurité intérieure.

2— Et plus précisément, l'article 22 du Pacte
international relatif aux droits civils et
politiques et l'article 11 de la Convention
européenne des droits de l'homme,
deux textes ratifiés par la France.

BIG BROTHER

10

11

LA CHRONIQUE

NOS DROITS À L'ÉPREUVE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES



INDONÉSIE
INTERNET
NON MERCI

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les autochtones baduy dalam de l'île de Java ne font pas les choses à moitié : ils ont demandé au gouvernement indonésien de « diminuer l'impact négatif des smartphones et du monde virtuel » sur leur communauté (2000 habitants). En clair, ils exigent de couper la réception d'Internet et de suspendre les signaux émis par les antennes-relais, accusés de menacer leur mode de vie et la santé mentale des plus jeunes. Implantés dans trois villages au milieu de 4000 hectares de forêt tropicale, ils veulent ainsi préserver leur culture animiste.



AFRIQUE
DÉBRANCHER
LA TOILE

Au Sénégal, si les réseaux sociaux et l'Internet mobile ont été bloqués en juin, c'est bien entendu pour « empêcher les appels à la violence et à la haine », se défend le gouvernement. Au Gabon, lors de l'élection présidentielle en août, il s'agissait, selon les autorités, de paralyser Internet pour « lutter contre la propagation d'appels à la violence et aux fausses informations ». La vérité est tout autre : débrancher la Toile sert surtout à orienter des élections, à faciliter un coup d'État, à museler un mouvement. Entre 2014 et 2022, l'Afrique a enregistré 142 coupures volontaires.



JOURNALISTE
ÉRIC DOUREL



IRAN

Harcèlement numérique

Quand une Iranienne conduit une voiture sans foulard, ou avec un foulard mal ajusté, elle court le risque d'être arrêtée par la police des mœurs, ça, on le savait. La nouveauté, c'est que des caméras utilisant l'intelligence artificielle, combinées à l'identification des plaques d'immatriculation, permettent de remonter jusqu'à elles et de les bombarder de SMS menaçants. Les textos en question leur ordonnent alors de se rendre dans un poste de police. Entre le 15 avril et le 14 juin 2023, les autorités ont ainsi envoyé près d'un million de SMS contenant des messages d'avertissement à des femmes photographiées sans voile dans leur voiture : 2 000 véhicules ont été confisqués et 4 000 récidivistes ont été déférées devant la justice.



ONU

Armée numérique

Pour saboter une mission de maintien de la paix, pas besoin d'une armée de gros bras, une bonne campagne de désinformation sur les médias sociaux et le tour est joué. L'Onu l'a appris à ses dépens. En 2019, en République démocratique du Congo, la propagation de fake news décrivant des tirs de casques bleus sur la population avait mis en péril la mission des Nations unies et, surtout, la vie de ses soldats. Pour inverser cette tendance récurrente, l'Onu a décidé, fin août, de répliquer en créant une armée numérique dotée de nouvelles armes technologiques. Grâce notamment à un outil automatisé de *fact-checking* (« contrôle des faits ») baptisé iVerify, des casques bleus seront chargés de détecter, décortiquer et lutter contre la désinformation. Les Nations unies veulent ainsi « surveiller la façon dont la désinformation et les discours de haine peuvent porter atteinte à la santé, à la sécurité, et à la stabilité des pays ».



LE SOUDAN MÉRITE MIEUX QUE LA « GUERRE DES GÉNÉRAUX »

Je ne suis allé qu'une seule fois au Soudan : en 1985, à la chute du dictateur militaire, Gaafar al-Nimeiry. C'était un pays plein d'espoirs, de ceux qui accompagnent toujours la liberté retrouvée. L'espoir d'abord de mettre fin à la guerre qui faisait rage au sud du pays. Je me souviens aussi d'une vie politique et sociale renaissante, avec ses figures emblématiques: Sadek al-Mahdi, descendant du Mahdi, le « prophète » qui avait chassé les Britanniques au XIX^e siècle; et Hassan al-Tourabi, le leader intégriste, évoquant avec émotion ses années d'études à la Sorbonne, avant de crier « *Down USA* » lors de meetings où hommes et femmes étaient séparés... Je me rappelle les dirigeants du Parti communiste soudanais sortis de la clandestinité, auréolés de leur résistance.

On connaît la suite, la fin de ce « printemps » suivi d'un hiver islamiste et d'une nouvelle dictature, celle d'Omar al-Bachir, les massacres du Darfour, l'étouffement de la société civile. Mais l'histoire ne s'arrête pas. Le Soudan nous a surpris, avec une révolution populaire, une vraie, à partir de la fin 2018, des millions de personnes

dans la rue, conduisant à la chute d'Omar al-Bachir en avril 2019. Je me souviens de l'égérie du mouvement, cette jeune femme au voile blanc, chantant la *Thawra*, la « révolution ».

Une fois de plus, les espoirs ont été ruinés. Le Soudan a replongé, d'abord dans le coup d'État militaire, puis dans la « guerre des généraux » qui, depuis avril dernier, a fait retomber le pays dans l'horreur. Deux généraux aux mains pleines de sang, le chef d'état-major Abdel-Fattah al-Burhan, et le chef des Forces de soutien rapide, Mohamed Hamdan Daglo, dit Hemetti. Leur lutte pour le pouvoir a jeté des millions de personnes sur les routes, déplacées à l'intérieur du Soudan ou réfugiées au Tchad voisin qui n'avait pas besoin de cela; elle a aussi réveillé les vieux démons ethnocides du Darfour, et les blessures mal refermées de la période précédente. Le reste du monde détourne le regard depuis que les étrangers ont été évacués. Mais certaines influences extérieures, en provenance du Golfe ou d'ailleurs, continuent de jeter de l'huile sur le feu. Le Soudan mérite notre attention, il mérite la paix, il mérite mieux que deux généraux qui détruisent un pays pour diriger, *in fine*, un champ de ruines.

DOSSIER

FEMMES AFGHANES

L'Amérique

— Par Marie Claverie (texte) et Louella Pailley (photos) en Afghanistan

La journaliste et la photoreporter qui se sont rendues en Afghanistan préfèrent signer cet article d'un pseudonyme, par peur de représailles contre elles comme contre les femmes qu'elles ont rencontrées.

Car depuis la prise du pouvoir par les talibans, en août 2021, aucune femme n'est plus en sécurité en Afghanistan. Surtout lorsqu'elles bravent l'un des interdits édictés par le régime : travailler, se rendre dans un parc

ou une salle de sport, voyager sans un homme à leurs côtés, étudier.

Alors certaines, prenant tous les risques, ont organisé des écoles clandestines.

Ces privations de liberté poussent de plus en plus de femmes à l'exil qui doivent alors échapper à d'autres abus.

Une poignée d'entre elles ont pu rejoindre la France. Si un plus grand nombre de visas était accordé aux Afghanes, nul doute que davantage de femmes seraient sauvées.

Octobre 2022. Sur le flanc d'une montagne à l'ouest de Kaboul, une classe clandestine s'est improvisée. Environ 30 jeunes filles et femmes y viennent tous les jours, pendant deux heures.



L'école au temps des talibans

Des millions de jeunes Afghanes sont privées de scolarité depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021. Bravant l'interdit des fondamentalistes, des écoles clandestines tentent de continuer à dispenser des cours.

Notre rencontre se déroule dans un restaurant, l'un des tout derniers lieux publics ouverts aux Afghanes. Au confluent des rivières Kaboul et Kounar, dans l'ouest du pays, une gargote posée sur l'eau vive propose des fritures de poissons. Elle jouxte une fête foraine et sa grande roue clignotante – zones désormais interdites aux Afghanes par décret taliban. Assise sur une estrade de bois cerclée d'un grand rideau, la jeune femme au niqab mauve fixe les remous sablonneux de la rivière, sans toucher à sa nourriture.

Elle joue nerveusement avec un téléphone. Son frère patiente sur l'estrade réservée aux hommes. Marya¹, 18 ans, nous a donné rendez-vous dans ce restaurant par prudence, pour vérifier qu'il ne s'agit pas d'un « piège ».

La jeune lycéenne, qui rêvait d'intégrer l'équivalent de l'École polytechnique à Kaboul, a de bonnes raisons d'être méfiante. Depuis sept mois, l'élève brillante est passée dans l'illégalité... en devenant professeure au sein d'une école clandestine. Un métier à haut risque en pays taliban, depuis que les fondamentalistes ont interdit par décret



26 octobre 2022. Des adolescentes de plus de 12 ans, interdites d'école, se mêlent aux plus jeunes dans cette classe. Elles se cachent à chaque inspection hebdomadaire des talibans.

raid dans sa propre classe. Pas plus, car la crainte est trop forte. « *Les parents sont morts de peur. Les premiers mois, les familles étaient favorables aux écoles secrètes. Elles pensaient que les talibans fermeraient les yeux, le temps de mettre en place un système éducatif à eux...* » L'effroi s'empare du visage encore poupon. « *Mais maintenant, on comprend qu'ils ne veulent pas nous voir étudier. Qu'ils veulent nous emmurer.* »

L'ÉCOLE DANS LES SALONS

Les mesures de sécurité au sein de son école clandestine n'ont pas changé : chaque élève s'y rend munie d'un Coran. En cas de contrôle, on prétexte une école communautaire islamique – une *madrassa* qui reste ouverte aux filles de tous âges. Quarante ans de guerre en Afghanistan n'ont pas toujours permis à des structures scolaires de voir le jour – c'est particulièrement vrai pour les filles. Des écoles installées dans des maisons ou des salons d'appartement n'ont donc rien de suspect au premier abord. Ces deux dernières années, ce flou a rendu possible l'essor de classes clandestines. Nichées chez des particuliers, dans des mosquées, des grottes..., ces petites structures communautaires prennent des formes très diverses : à Kaboul, certaines accueillent jusqu'à 150 jeunes femmes. Ici, comme dans le sud du pays, très conservateur, une école peut se résumer à cinq voisines rassemblées dans leur cuisine.

Celle de Marya se niche au sous-sol d'un immeuble fatigué. Des entrelacements de câbles électriques strient la façade centrale, recouverte d'affichettes vantant tel dentiste, tel médicament miracle. Les visages de femmes, leurs silhouettes, y ont été systématiquement peinturlurés de noir, signature lugubre des talibans. À l'intérieur, 18 adolescentes, assises sur un grand tapis rouge sang, lèvent tout juste le nez sur notre passage. Les minutes sont trop

l'enseignement secondaire aux Afghanes après l'âge de 12 ans.

Marya craint en permanence une descente d'agents de la répression du vice ou de membres des services de renseignement. À Jalalabad, capitale de la province du Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan, deux classes secrètes ont été fermées, ces deux derniers mois, après des raids talibans. « *Sans violence physique contre les filles, commente Marya, mais ils ont convoqué les pères et les oncles des enseignantes, leur promettant la prison la prochaine fois.* » La jeune femme a récupéré sept collégiennes victimes du

« MAINTENANT,
ON COMPREND
QU'ILS NE VEULENT
PAS NOUS VOIR
ÉTUDIER.
QU'ILS VEULENT
NOUS EMMURER »

– Masih Alinejad

précieuses : à peine trois heures de cours par jour, afin d'écartier les soupçons. Des collégiennes plutôt que des lycéennes : « *Plus les filles grandissent, moins elles viennent. La peur est trop grande d'être arrêtée* », souffle Marya. Avant d'ajouter, avec pudeur : « *ou remarquée...* » La majorité des talibans a moins de 25 ans. Avec la fin de la guérilla dans les montagnes, ils se cherchent des épouses. Depuis le 15 août 2021, les unions forcées entre combattants et de (très) jeunes filles se multiplient, relayées sur les réseaux sociaux afghans... qui paraissent bien les seuls à s'en émouvoir.

En silence, les collégiennes grattent les pages trop fines d'un cahier de qualité médiocre, et se partagent un livre pour quatre. Les plus âgées gardent un œil sur la copie des plus jeunes. La classe du jour est un cours de religion. Demain, ce sera mathématiques et géographie, tous programmes confondus. « *Je suis une meilleure musulmane que les talibans*, s'amuse Arezo, 14 ans, dans un rire étouffé. *Dans mon ancien collège, j'étais la meilleure en islamiyat (cours de religion). J'ai même reçu une médaille !* » À l'évocation du monde d'avant, la joie s'éteint. Comme toutes les collégiennes de son pays, Arezo était obligée d'étudier l'islam quatre heures par semaine, sous feu la République afghane. C'est pourtant au nom d'une réforme de programmes scolaires fustigés comme « athées » et « occidentaux » que les talibans ont fermé l'enseignement

secondaire aux filles, en mars 2022.

D'après la responsable d'une antenne onusienne, aujourd'hui en poste à Kaboul, il y aurait 15 000 écoles comme celle de Marya dans le pays. D'ici à 2024, son agence souhaite en équiper



Kaboul, 30 octobre 2022. Pour 2 dollars, ces petites filles fabriquent des briques, douze heures par jour. Un sort que connaissent de plus en plus d'adolescentes, exclues de l'école.

20 000 en matériel scolaire notamment, afin d'atteindre près de 700 000 enfants. Souvent situées en dehors des radars talibans, ces structures de taille réduite qui ont l'avantage de ne pas avoir été inféodées au précédent gouvernement ne sont donc pas taxées d'avoir servi sa propagande. Organisées, le plus souvent, à l'intérieur même des maisons, sous la responsabilité du père de famille – la figure traditionnelle du patriarche –, elles forment un lieu acceptable pour les familles afghanes, très conservatrices, particulièrement en zone rurale.

Ou du moins formaient. Avant que la répression talibane ne s'accroisse partout dans le pays, au printemps 2023. L'été dernier, une centaine d'écoles primaires ont été fermées jusqu'à nouvel ordre, dans les provinces de Ghor et de Daikundi (ouest), de Kandahar ou de Helmand (sud). Une information passée sous silence dans les médias internationaux. Il s'agissait de petites structures rurales, financées par des ONG, comme Save The Children. Le « curriculum » dispensé nécessite une « révision », ont justifié les fondamentalistes qui pourraient bientôt s'attaquer aux campus universitaires, selon nos informations. Car le savoir académique reste « décalé » par rapport au mouvement taliban, très faiblement instruit.

À l'origine de ce raidissement, une radicalisation progressive du chef suprême, le discret émir Haibatullah Akhundzada, sur la question de l'éducation. Pour preuve, le ministre de tutelle a été changé trois fois en deux ans, les deux premiers talibans responsables ayant été jugés trop « progressistes ». Mois après mois, cette année, le puissant chef spirituel a déployé des « comités », soit des conseils de savants religieux, dans chaque province, pour renforcer sa ligne directrice



Kaboul, 31 août 2021. L'interdiction faite aux femmes de travailler pour les ONG et la limitation de leurs sorties ont réduit encore plus leurs moyens de subsistance. Surtout quand elles élèvent seules leurs enfants.

extrêmement rigide. La preuve d'une « centralisation progressive du pouvoir, qui va homogénéiser la politique des talibans. Un mouvement religieux, dont l'unité reste la préoccupation principale, et au sein duquel les dissensions sont faibles », selon Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à Paris I, fin connaisseur de l'Afghanistan.

Ironie du sort: depuis que la guerre civile s'est arrêtée², le pays n'a jamais été aussi sûr et la demande d'école aussi forte dans les campagnes. Dans certaines provinces, hier déchirées par le conflit, des fillettes y ont enfin accès. Beaucoup fréquentent une école primaire pour la première fois... jusqu'à l'âge de douze ans. Aussi fou que cela puisse paraître, si tous les établissements secondaires fermés par les talibans rouvraient, il y aurait alors plus de jeunes Afghanes scolarisées que sous la précédente République démocratique.

DÉLUGE DE DÉCRETS CONTRE LES AFGHANES

Mais la course à l'effacement du féminin paraît sans fin. Selon Onu Femmes, depuis le 15 août 2021, l'émirat a émis plus de 50 décrets spécifiquement dirigés contre les Afghanes. Mois après mois, la liste de ces textes s'allonge. Elle cible toutes les femmes pauvres ou aisées, urbaines ou rurales. Il n'y a pas que l'enseignement supérieur qui est prohibé : les parcs, la mendicité, les bains publics, les sites touristiques, les salons de beauté, les voyages, le travail dans le secteur public, dans les ONG, les allées et venues sans chaperon leur sont interdits. Cinq millions de jeunes filles sont privées de scolarité : l'Afghanistan est le seul État au monde qui la conditionne au genre.

Ce possible crime contre l'humanité, qualifié de « persécution » par Amnesty International, coûte 5 milliards de dollars à l'économie nationale, déjà ravagée. Les sanctions américaines, qui ont gelé 9 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale afghane, et la réduction des programmes d'aide internationale ont provoqué une crise de liquidités. Les Afghans ne peuvent pas retirer leur épargne des banques. Deux tiers des entreprises ont fermé. À l'heure actuelle, 84 % des ménages empruntent de l'argent pour acheter de la nourriture, selon l'Onu. Dans ce pays ravagé où vivent 2 à 3 millions de veuves, particulièrement vulnérables, le sort des petites filles n'est pas plus enviable. Deux tiers d'entre elles souffrent déjà de malnutrition. Les mariages précoces sont en hausse, comme le taux de suicide chez les femmes.

Face à ce tableau apocalyptique, les 140 millions d'euros débloqués récemment par l'Union européenne pour améliorer l'éducation, la santé et le devenir économique des Afghanes sont une goutte d'eau. De façon générale, la tendance est à la lassitude du côté des bailleurs qui, hormis de rares dérogations pour une poignée d'Afghanes travaillant dans les ONG, n'ont rien obtenu des inflexibles talibans. Interrogé sur la condition des femmes dans son pays à la fin septembre, leur porte-parole Zabihuallah Mujahid a indiqué que le sujet était « mineur » et ne « méritait pas d'être discuté avec les Nations unies ». Plus tôt cette année, il avait



27 octobre 2022. Avec l'accord du mollah et de nombreux pères de famille, Salima, 18 ans, donne un cours clandestin à l'intérieur d'une mosquée.

accusé les pays occidentaux de « chantage à l'aide humanitaire », indexée « sur la question des femmes afghanes » et relevant, en réalité, d'une tentative « d'instrumentalisation de la part des Occidentaux ». Le grand perdant de cette confrontation reste le peuple afghan, et surtout les femmes et les fillettes, traditionnellement nourries après les hommes. Les financements de l'aide d'urgence baissent continuellement. « Au total, le PAM [programme alimentaire mondial] a dû retirer 10 millions d'Afghans de l'aide humanitaire cette année, d'après l'institut de recherche Samuel Hall. Les pays étrangers punissent les Afghans et les Afghanes », s'alarme Nassim Majidi, cofondatrice de l'institut de recherche Samuel Hall, présent en Afghanistan. Selon la chercheuse, la question de l'éducation des filles est éminemment



politique: « Les talibans ont très bien compris que pour contrôler un pays, il faut contrôler les femmes. Et particulièrement les femmes éduquées, émancipées... »

PROGRAMMES SCOLAIRES SUR LES ONDES

« Mais les talibans interdisent l'école, pas l'éducation. Notre espoir repose sur cette nuance », analyse Hamida Aman, fondatrice de Radio Begum, une radio pour les femmes afghanes. Lorsque l'horizon se dessine si noir, les interstices de liberté se transforment en puits de lumière. Parce que les talibans n'interdisent pas aux filles d'apprendre chez elles, sa radio continue de diffuser, chaque jour, des programmes scolaires qui soutiennent les Afghanes et le réseau des écoles clandestines dans le pays. Elle atteint dix provinces. Les professeuses installent le poste radio près d'une fenêtre, et suivent les cours dirigés par l'institutrice en studio. Pour ce reportage, nous avons visité quatre écoles clandestines. Chaque fois, Radio Begum émettait dans la pièce. Un filet de voix cristalline rassurant. « C'est pour

faire sentir aux filles qu'elles appartiennent toujours à un grand ensemble, comme avant » veut croire la directrice. Pour le moment, la radio est épargnée d'une fermeture par le régime, car ce n'est pas le média de l'image mais de la voix: elle préserve l'anonymat des journalistes, qui n'exposent pas leur visage comme les présentatrices télévision.

L'équilibre reste fragile. Plusieurs fois, des agents de la répression du Vice ont averti les chroniqueuses: pas de rires bruyants à l'antenne, pas de retransmission en direct d'auditeurs masculins. Alors les jeunes femmes se plient aux diktats. Comme Zahra, 22 ans, silhouette élégante, maquillage appuyé, un rien désinvolte. Signe de son jeune âge, mais aussi marque de cette révolution culturelle en ville, contre laquelle les talibans ne peuvent rien: à Kaboul, 80 % des Afghanes sont éduquées. Les filles comme Zahra se sont formées avec Internet et les séries télévisées indiennes, hautes en couleur. Elles ne se laissent pas faire « si facilement », dicit l'intéressée. « On essaie de ne pas prendre tout ce que les talibans disent au sérieux, c'est notre manière d'accepter cette réalité. On voit bien, quand on passe leurs checkpoints en ville, que d'un taliban à l'autre, il y a des nuances. Certains sont moins extrémistes que d'autres. Ça nous aide à garder de l'espoir. » Et il leur en faudra. La classe moyenne urbaine, un groupe social très récent en Afghanistan, est en phase d'anéantissement. Les écoles clandestines sont ciblées les unes après les autres. Matiullah Wesa, enseignant et grande figure rurale de l'éducation pour les filles et pour les pauvres, est emprisonné depuis mars dernier. Une auditrice de Radio Begum conclut la chronique du jour, un programme de soutien psychologique, par ces mots simples et déchirants: « Quand mon fils part à l'école le matin, je file dans la cuisine pour ne pas voir ma fille le suivre du regard. Ce regard, c'est trop dur. » ●

1- Les prénoms ont été modifiés.

2- Fin 1979, l'armée soviétique entre en Afghanistan provoquant l'émergence d'une résistance armée (les moudjahidines), dont une partie formera le mouvement taliban. Puis les États-Unis interviennent à la tête d'une coalition à partir de 2001 jusqu'à la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021.

visages de la sile



Zakia, Naveen, Muzghan, Najla, Hafsa, cinq Afghanes exilées au Pakistan ont enfin rejoint la France après avoir obtenu un visa. Tant d'autres femmes fuyant les talibans espèrent décrocher ce précieux sésame.

Les cinq Afghanes suivent la cohorte des chariots de bagages, les yeux arrondis, un peu hagardes, la démarche assurée malgré dix-sept heures de voyage. Zakia, 32 ans, apparaît la première. Elle ne porte plus son voile. De grandes créoles pendent à ses oreilles. L'esthéticienne affiche des lèvres très rouges, et un sourire qui fait trois fois le tour de sa tête. Je l'ai rencontrée et filmée à cinq reprises depuis la prise de pouvoir des talibans, le 15 août 2021, mais je n'avais jamais vu son sourire. Notre dernier rendez-vous, c'était le jour de la fermeture des salons de beauté en Afghanistan, décrétée par l'émirat taliban en juillet 2023. Plusieurs dizaines de milliers d'établissements avaient baissé le rideau, dont le sien, le Neel Saloon, sanctuaire de la féminité kaboulie depuis deux générations. Autant de foyers afghans, déjà à genoux, et désormais privés



Banlieue de Paris, 5 octobre 2023. Naveen, Najlah et Zakia partagent un thé dans la cuisine de leur centre d'hébergement.

moi. Elles sont des milliers au Pakistan à étudier sur les trottoirs, dans des foyers pourris. Aidons-les ! » Depuis le retour des talibans, 600 000 Afghans ont franchi la frontière pakistanaise.

LES « PROFITEURS DE GUERRE »

J'ai rencontré Naveen au Pakistan, à Islamabad, dans un jardin d'enfants décati. Elle avait fui l'Afghanistan deux mois avant l'arrivée des talibans, certaine d'être ciblée à leur retour. Nous ne nous étions pas croisées à Kaboul, mais nous aurions pu. L'anglais de Naveen est impeccable. Pendant longtemps, la trentenaire aux mèches blondes a été consultante pour des ONG étrangères. Issue d'une famille modeste, elle doit sa carrière à vingt ans d'aide internationale au développement : entre 2001 et 2021, le nombre des filles scolarisées dans le secondaire a été multiplié par cinq. Cependant, à l'exception du secteur éducatif, cette aide au développement, chiffrée à 150 milliards de dollars, a été largement détournée.

Le jour de notre rencontre à Islamabad, plusieurs familles afghanes pique-niquaient. Les exilés sont de plus en plus nombreux dans la capitale pakistanaise. Une pression migratoire « *qui irrite une partie importante de la population* », selon Shahryar Fazli, essayiste et analyste politique pakistanais : « *Désormais, à chaque attentat au Pakistan, une petite musique politique désigne l'Afghan comme responsable, en l'assimilant aux terroristes* » présumés talibans. Pour des raisons électorales, le gouvernement pakistanais a annoncé brutalement, début octobre, que les 1,7 million d'Afghans sans papiers présents au Pakistan devraient rentrer chez eux avant le 1^{er} novembre 2023¹. Une catastrophe pour les dizaines de milliers d'Afghanes réchappées du régime taliban, qui se ruinent, depuis des mois, au Pakistan en frais de formation dans des instituts privés pour se maintenir à niveau. Mais rien d'étonnant à cette décision, *a fortiori* dans un pays lui-même exsangue économiquement. Le Pakistan n'a pas ratifié la convention de Genève

d'une rentrée d'argent vitale. Des pick-up chargés d'agents du renseignement taliban, kalachnikov en bandoulière, patrouillaient devant les vitrines. Alors que j'essayais d'interviewer Zakia, elle m'avait soufflé, le visage crispé : « *Ils voient les esthéticiennes comme des terroristes...* »

« *C'est fini!* » Ce sont les premiers mots de Zakia, le 5 septembre 2023, face à la marée de journalistes qui se pressent à l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, l'Élysée ayant prévenu les médias de l'arrivée d'un groupe d'Afghanes. Ce soupir de soulagement vient clore des mois de luttes, d'humiliations, de dangers, durant lesquels les cinq femmes ont déployé des trésors d'abnégation, de résilience « *et de rage* », précise avec aplomb Naveen. Cette chercheuse émérite en socio-économie témoigne devant les micros : « *Je parle pour mes sœurs afghanes restées derrière*

Najlah porte ce qu'elle a précieusement ramené d'Afghanistan.

des Nations unies de 1951, définissant le statut de réfugié. Il n'existe pas de législation nationale sur le droit d'asile, et le gouvernement expulse sans se soucier du droit international. Je me souviens de l'anxiété de Naveen se tordant les doigts à l'idée de se retrouver bientôt expulsée vers ses bourreaux. Comment renouveler un visa expiré au Pakistan, quand la seule façon de le faire est de repasser côté afghan, au risque d'être arrêtée ? Et comment accepter, à nouveau, toute la chaîne de racket des « profiteurs de guerre », comme les surnomme Naveen ? Qu'il s'agisse de certains fonctionnaires de l'ambassade pakistanaise à Kaboul, qui délivrent aux Afghans des visas sous le manteau, pour des sommes allant jusqu'à 1 500 dollars. Ou encore du business des faux chaperons, à la frontière terrestre, s'improvisant « oncles » en cas de contrôle, et qui vous facturent jusqu'à 500 dollars l'« accompagnement masculin » ? Le voyage en avion entre Kaboul et Islamabad, un trajet beaucoup plus protecteur pour les femmes, n'est plus une option depuis qu'un décret taliban leur interdit de voyager seules.

DÉLAIS INTERMINABLES POUR LES VISAS

Les documents non conformes n'expliquent pas à eux seuls l'extrême vulnérabilité des Afghanes au Pakistan, la plupart du temps hébergées par des familles pakistanaises, moyennant un petit loyer. Les témoignages montrent qu'elles sont souvent victimes d'abus, parfois réduites à un état proche de la servitude. Hafsa, qui fait également partie du groupe d'Afghanes arrivant du Pakistan, a vécu ce cauchemar plusieurs mois, à Lahore. La nuit, la professeure



d'anglais était fréquemment harcelée par un jeune adolescent de la maisonnée, qui lui ordonnait de se recouvrir le corps et le visage intégralement : « *Il ne fallait même pas que mon ombre soit visible au regard des hommes* », raconte-t-elle depuis son centre d'hébergement de l'Ouest parisien. Un bâtiment fatigué, mais niché dans la verdure. Menacée physiquement par les talibans après avoir enseigné dans une école clandestine, Hafsa a perdu son métier en Afghanistan. Elle a traversé la frontière à pied, épuisée toutes ses économies pour obtenir un visa pakistanaise... Elle n'imaginait pas subir des violences « *encore pires* » au Pakistan que dans son propre pays.

Le salut est arrivé lorsque le collectif français Accueillir les Afghanes a mis en lien Hafsa et les quatre autres exilées avec le consulat de France à Islamabad. Celui-ci ne conditionne pas l'entretien pour l'asile à l'obtention du visa pakistanaise. Ces derniers mois, les femmes isolées ont même plutôt été considérées comme prioritaires pour les entretiens. Le blocage est intervenu plus tard au ministère de l'Intérieur français. Malgré la mobilisation importante, notamment de



féministes comme Virginie Despentes ou Lauren Bastide, les délais d'attente peuvent durer jusqu'à neuf mois. De son côté, Beauvau affirme que 13 000 ressortissants afghans et afghanes ont pu légalement gagner la France depuis août 2021. Un chiffre trompeur, car la moitié concerne des regroupements familiaux, qui relèvent du droit français. L'autre comprend principalement les évacués de l'opération Apagan, mise en place au retour des talibans, pour les Afghans ayant travaillé ou collaboré avec les Français, ainsi que leurs familles. Pour Hafsa, Naveen, Zakia, Muzghan et ses enfants, l'avenir se dessine plus serein. Les rendez-vous en cours à l'Ofpra devraient leur permettre l'obtention rapide d'un titre de séjour de réfugié. Même si les centres d'hébergement sont un peu sinistres, aucune ne s'en plaint. À la moindre occasion, elles prennent le thé ensemble et rêvent d'un Afghanistan futur où les femmes auront un plein accès à l'éducation, à l'emploi, à l'espace public. Un pays où elles pourront vivre libres. ●

Signez pour les femmes afghanes

Depuis que les talibans ont pris le pouvoir, les Afghanes ne peuvent ni se déplacer librement ni accéder à certains emplois. Les filles de plus de 12 ans sont privées d'éducation. Ces persécutions fondées sur le genre pourraient constituer un crime contre l'humanité. Malgré les dangers, certaines parviennent à fuir. Amnesty International France lance une pétition* demandant à Emmanuel Macron de faciliter la délivrance de visas pour ces femmes en exil. Le 25 novembre, à l'occasion de la marche pour la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Amnesty international appelle à rejoindre son cortège pour soutenir les femmes afghanes.



* [amnesty.fr/refugies-et-migrants/petitions/des-visas-pour-la-liberte-des-femmes-afghanes-persecutees](https://www.amnesty.fr/refugies-et-migrants/petitions/des-visas-pour-la-liberte-des-femmes-afghanes-persecutees)

1- Voir le rapport d'Amnesty International, *Ils ne nous traitent pas comme des humains*, août 2022, sur les expulsions aux frontières.



© PAZERRÁZURIZ.

Bousculer les canons esthétiques

La Chilienne Paz Errázuriz photographie les travestis, prostituées, aveugles, alcooliques, mendiants, malades mentaux... Les marges, elle les capte sans voyeurisme, avec une immense humanité. Née à Santiago en 1944, cette ancienne institutrice est devenue photographe autodidacte sous la dictature de Pinochet. Lauréate du prix *Madame Figaro* en 2017, lors des Rencontres d'Arles, Paz Errázuriz est invitée par le magazine à réaliser une série spéciale. Avec un sens très sûr du décalage, elle fait poser des modèles généralement absents des revues de mode glamour. Elle choisit des lieux inhabituels comme les rues de Santiago, des hôpitaux ou des cimetières, bousculant ainsi les canons esthétiques.

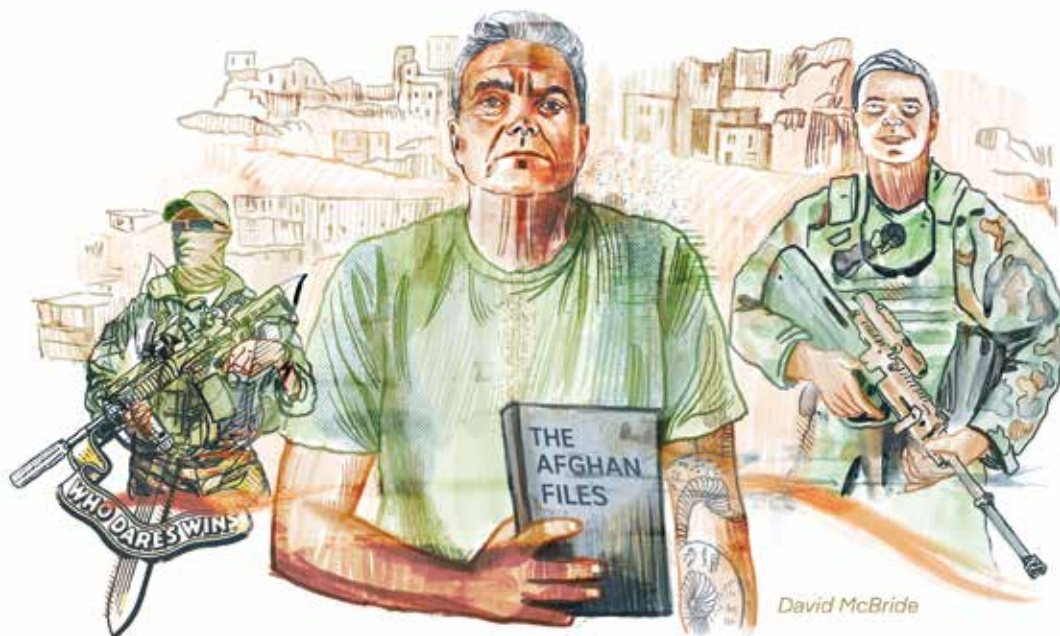
Sa série *Ropa Americana* fait référence aux vêtements de seconde main que, dans les années 1980, les États-Unis expédiaient par conteneurs vers le tiers-monde. Dans le Chili ultralibéral de Pinochet, ces importations visaient à favoriser l'accès des classes appauvries à la mode internationale. Des images sur la rue, les accessoires de mode et le genre.

PAZ ERRÁZURIZ

Histoires inachevées, éditions Atelier EXB.
Exposition à la Maison de l'Amérique latine, Paris,
jusqu'au 20 décembre.

Christian Caujolle
Cofondateur de l'agence VU'

RÉCIT



AUSTRALIE

Un major très honorable

Il n'a pas su garder le silence. Un officier australien, David McBride, a découvert que son armée avait commis des crimes de guerre en Afghanistan. Après avoir transmis aux médias des documents classés secret défense, il risque de finir lui-même en prison.

– Par Grégoire Osoha. Illustrations : Damien Roudeau.

Nous sommes le 16 mars 2020. Comme chaque lundi, plusieurs centaines de milliers d'Australiens s'installent dans leur canapé devant leur téléviseur, une bouteille de Coopers à la main ou une tasse de tilleul menthe posée sur la table basse. À 20 h 30 démarre *Four Corners* sur ABC TV, la plus vieille émission du pays. Depuis 1961, une enquête journalistique de quarante-cinq minutes y est diffusée chaque semaine. Ce soir-là, le documentaire ouvre sur des images d'une intervention des forces spéciales de l'armée australienne lors de la guerre menée par l'Alliance du

Nord en Afghanistan, en 2012. Hélicoptères, arrestations, explosions... Dès la deuxième minute, le téléspectateur est sidéré. Dans un champ, un homme à terre se fait tirer dessus à bout portant par un soldat australien. Séquence suivante, à la question, « à votre avis, des crimes de guerre ont-ils été commis en Afghanistan par les forces spéciales ? » un vétéran en chemise à carreaux répond : « Oui, vous ne pouvez pas abattre un homme désarmé et ne pas appeler ça un meurtre. » Article 8 paragraphe (2 a) (i) du statut de Rome, le traité fondateur de la Cour pénale internationale.



Général Paul Brereton

Un parcours atypique

Avant la diffusion de ces images incriminantes, le site internet d'ABC avait déjà publié, en juillet 2017, un article fouillé sur les pratiques de l'armée australienne en Afghanistan, au cours de la période 2009-2013. L'enquête révélait la mort de deux garçons et de leurs trois ânes dans le district de Char Chineh, à la suite d'une erreur de frappe par un hélicoptère. Elle dévoilait aussi les décès, dans des conditions suspectes, de deux prisonniers laissés seuls avec un soldat à Patan et à Zangitan. Au total, une dizaine de situations mettant en cause les forces d'élite déployées dans le conflit contre le régime des talibans.

Derrière ces révélations, un homme du sérail : le major David McBride. Voix rocailleuse, ce militaire australien n'a pas suivi le parcours classique du parfait soldat. Diplômé d'Oxford au début des années 1980, il s'engage dans l'armée britannique. Au bout de six années de bons et loyaux services, il quitte la British Army et travaille successivement comme agent de sécurité privé au Rwanda, acteur de l'émission de télé-réalité britannique *Wanted*, puis fixeur¹ pour

des journalistes en Afghanistan. Il finit par rentrer au pays en 2003. Candidat malheureux à l'Assemblée législative de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud, il entame alors une carrière de juriste. Et c'est avec cette étiquette que David McBride intègre l'armée australienne.

Entre 2011 et 2013, McBride part à deux reprises en Afghanistan. Il en revient certes décoré d'une médaille pour services rendus au combat, mais aussi empli de doutes. « J'ai commencé à me demander si notre commandement, plutôt que de combattre nos ennemis ou défendre l'Australie, n'avait pas pour véritable objectif de plaire à l'opinion publique, confie-t-il dans une vidéo publiée sur sa chaîne YouTube. Nous, soldats, n'étions là que pour faire briller la vitrine et permettre la promotion de certains. » Surtout, à partir de 2012, il constate que des rumeurs insistantes circulent à propos d'exactions commises par le Special Air Service (SAS), un régiment d'élite australien. Par ailleurs, en tant que juriste, David McBride voit également passer un nombre croissant de plaintes déposées par des civils afghans. Certaines sont

rejetées, dans d'autres cas, des émissaires se retrouvent accusés à tort. « Je me rendais compte que nous devenions de plus en plus cyniques. Nous fabriquions des héros parmi nous alors qu'il n'y en avait pas. Nous fabriquions des démons parmi eux alors qu'il n'y en avait pas. Nous ne nous occupions plus de gagner cette guerre, nous n'avions aucune considération pour le peuple afghan. À mes yeux, tout cela n'était qu'une pantomime politique. »

De l'alerte interne aux Afghan Files

De retour en Australie en 2013, David McBride se tourne d'abord vers sa hiérarchie. Mais il comprend vite qu'étant juge et partie, son autorité de tutelle ne l'aidera pas dans son combat. « Dès que j'ai commencé à poser des questions, j'ai senti que je devenais l'ennemi à abattre. » À 51 ans, et père de deux filles encore à demeure, le juriste aurait pu se taire. Pourtant, ayant fait le serment de servir le peuple australien et la loi, il entendait bien l'honorer. Pendant plusieurs mois, il reste tard dans les bureaux des quartiers généraux de l'armée afin de télécharger, sur

une clé USB, plusieurs centaines de documents classés secret défense. Chez lui, éveillé jusqu'au petit matin, il classe, regroupe, ordonne et résume l'ensemble de ces fichiers. Pour l'aider à tenir, McBride absorbe quotidiennement jusqu'aux trois quarts d'une bouteille de vodka et plusieurs cachets d'amphétamines. Enfin, il transmet son dossier aux journalistes de *Four Corners*. Les *Afghan Files* font l'effet d'une bombe dans tout le pays. Les regards se braquent sur le ministère de la Défense, et plus spécifiquement sur la commission mise en place, un an auparavant, par l'Inspection générale des forces de défense et confiée aux bons soins du général Paul Brereton. Face aux attentes de l'opinion publique, ce dernier n'a pas le droit à l'erreur. Cette pression explique sans doute qu'il a fallu quatre ans à la commission pour publier son rapport d'investigation. Quelque 45 000 images et documents sont analysés et 423 témoins interrogés. Si une grande partie du rapport est restée confidentielle, ses conclusions n'en sont pas moins édifiantes : 25 soldats sont accusés d'avoir causé la mort de 39 Afghans civils ou prisonniers. Le rapport Brereton révèle également des pratiques abjectes comme le *blooding*, consistant à faire exécuter un prisonnier par un soldat néophyte au cours d'une sorte de rituel initiatique ; le *kill count*, compétition morbide entre commandos fondée

sur le nombre d'ennemis tués ; le maquillage de cadavres civils en « cibles légitimes », en plaçant dans leurs mains inanimées des armes et des munitions. Lors d'une conférence de presse organisée le 20 novembre 2020, le chef d'état-major Angus Campbell présente les excuses de l'armée au peuple afghan. « *Certaines patrouilles ont fait fi de la loi, des règles ont été enfreintes, des histoires inventées, des mensonges racontés et des prisonniers tués [...]* Je suis sincèrement désolé pour tous ces actes répréhensibles commis par des membres des forces de défense australiennes. » Il conclut en annonçant la dissolution d'un escadron du SAS particulièrement ciblé dans le rapport, et la résolution de chaque problème au cas par cas.

Il faut sauver le major McBride

Deux années seront encore nécessaires avant qu'un soldat australien soit inculpé. Le 20 mars dernier, sur ordre de la magistrate Jennifer Atkinson, un vétéran du SAS, Oliver Schulz, est arrêté par la police fédérale en Nouvelle-Galles du Sud. C'est l'homme qui est suspecté d'avoir tiré à bout portant sur un civil à terre dans un champ, comme le montrent les images diffusées par ABC TV en 2017. La victime a depuis été identifiée. Le corps de Dad Mohammed, père de deux filles, repose dans le cimetière de Deh Jawz-e Hasanzai. Son écharpe et son gilet ensanglantés ont été déposés sur sa tombe par sa famille

qui réclame justice. Oliver Schulz risque la prison à vie.

De son côté, David McBride, diagnostiqué du syndrome de stress post-traumatique, aurait préféré que les hauts dignitaires de l'armée soient jugés plutôt que les simples soldats de base. C'est le discours qu'il tiendra lors de son procès. Car, en dépit d'une loi de 2013 protégeant les divulgations de faits d'intérêt public par des fonctionnaires, le juriste militaire est accusé d'avoir violé l'article 73-A-1 du Defence Act 1903 en communiquant des informations relatives à la sécurité nationale. Il encourt jusqu'à cinquante ans d'emprisonnement. « *Je n'ai pas de regrets. Même si je dois passer le reste de mon existence en prison, je sais que mes filles sont fières de moi. C'est la meilleure chose que j'ai faite de ma vie. Je l'ai faite pour les guerres à venir, pour empêcher que cela arrive à nouveau. Si l'Australie ne se dresse pas pour sa démocratie, alors nous ne sommes plus rien. Nous ne sommes plus qu'un peuple d'agents immobiliers* », déclare-t-il, la tête haute, lors de la remise des prix de l'association Blueprint for Free Speech. Une pétition a d'ores et déjà réuni plus de 76 000 signatures en faveur de l'abandon des charges contre le lanceur d'alerte McBride. ●

1 – Personne qui sert d'intermédiaire et de guide à un journaliste sur le terrain.

LIGNE DE VIE *Afghan Files*

OCTOBRE 2001 Début de la guerre en Afghanistan.	MARS 2020 Révélation des <i>Afghan Files</i> par ABC TV.	NOVEMBRE 2020 Publication du rapport Brereton sur les crimes de guerre du SAS.	MARS 2023 Arrestation du premier soldat inculpé, Oliver Schulz.	NOVEMBRE 2023 Procès du lanceur d'alerte David McBride.
2001	2020		2023	

REPORTAGE

Vue aérienne de Carrefour-Feuilles, au cœur de la capitale haïtienne, le 15 août 2023. Ce quartier populaire est la cible régulière d'un groupe armé.



HAÏTI

DÉCHIRÉE PAR LES GANGS

Enlèvements, pillages, assassinats...
Haïti vit sous la coupe de groupes armés.
Le déploiement d'une force multinationale mettra-t-il
un terme à cette spirale ou attisera-t-il la violence ?

– Par Théophile Simon, à Port-au-Prince (texte et photo)

Un convoi de voitures blindées quitte l'aéroport de Port-au-Prince. À bord, lunettes noires et uniformes immaculés, une trentaine de hauts gradés de la police kenyane entament une mission de reconnaissance. Leur objectif : préparer le déploiement d'une force multinationale constituée de milliers de forces spéciales afin de renforcer la police haïtienne. La mission, validée par le vote d'une résolution au Conseil de sécurité de l'Onu début octobre, sera historique puisque, pour la première fois, un pays africain prendra la tête d'un contingent armé sur le continent américain. Une opération dantesque, déjà très critiquée au Kenya, car jugée par certains dangereuse et inconstitutionnelle.

Quand nous nous y rendons, à la fin de l'été, la capitale haïtienne ressemble plus que jamais à une zone de guerre. À l'horizon, des colonnes de fumée lèchent les collines ceinturant la ville. Le bidonville de Carrefour-Feuilles, à moins de trois kilomètres du palais présidentiel, est en proie aux flammes. Plusieurs incendies consomment voitures et habitations. Des coups de feu retentissent, tandis qu'un flot de milliers d'habitants fuyant leurs maisons se déverse dans le centre-ville. Parmi la foule

apeurée, Julienne Alcendor, la quarantaine, vient de voir sa vie basculer. « *Un gang a débarqué en plein après-midi en tirant au hasard dans la population. J'ai commencé à courir avec mon fils, mais il a voulu retourner dans notre maison pour sauver nos affaires du pillage. Le gang l'a aperçu et l'a abattu, puis ils ont brûlé son corps en pleine rue. C'est un cauchemar absolu* », sanglote-t-elle, errant parmi des ruelles jonchées de barricades, empilements de voitures brûlées, d'arbres abattus et de blocs de pierre.

Quelques policiers armés de fusils à pompe quadrillent ce décor apocalyptique. Le centre-ville est l'un des derniers lieux encore aux mains des autorités. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, en juillet 2021, une centaine de groupes armés ont profité du vide politique pour se lancer à l'assaut de Port-au-Prince, au point de contrôler désormais 80 % de la superficie de la capitale. Leurs attaques ont fait plus de 2 400 morts depuis le début de l'année 2023. Soit deux fois plus que le nombre de victimes ukrainiennes recensées par l'Onu sur la même période. Des attaques quasi quotidiennes : fin septembre, des hommes lourdement armés débarquaient en pleine nuit à l'hôpital de Mirebalais, à quelque 50 kilomètres de la capitale.

Pendant cinq heures, ils ont tiré sur les installations, à proximité des soins intensifs pour nouveau-nés, par miracle sains et saufs. De plus en plus de villes secondaires échappent au contrôle de l'État, et les grands axes routiers irriguant la province depuis Port-au-Prince sont presque tous sous la coupe réglée des gangs, asphyxiant l'économie nationale. Fin 2022, 1,5 million d'Haïtiens vivaient dans une zone tenue par un groupe armé, selon l'Unicef. Au moins 165 000 autres auraient fui leur domicile. Ces déplacés s'agglutinent pour la plupart dans des camps de fortune où prospère le choléra, qui a fait son retour dans le pays l'année dernière.

MALAISE DIPLOMATIQUE

Comment enrayer cette descente aux enfers ? C'est le casse-tête que doit résoudre la communauté internationale. En octobre 2022, le Premier ministre haïtien par intérim, Ariel Henry, a imploré les Nations unies de mettre sur pied une force multinationale chargée d'épauler ses forces de police, complètement débordées. La réponse s'est d'abord traduite par un silence gêné. Car les précédentes interventions en Haïti ont laissé un goût amer.

En 1994, les États-Unis ont envoyé 21 000 hommes pour renverser une junte militaire, sans parvenir à remettre la démocratie haïtienne sur les rails. Dix ans plus tard, 7 000 soldats mandatés par l'Onu débarquaient pour empêcher une rébellion armée. La mission s'est soldée par l'importation du choléra et des accusations de viols à l'encontre de casques bleus. Après le séisme de 2010, un immense élan de générosité a enfin déferlé sur Haïti. Mais l'effort de reconstruction s'est conclu par un échec. Échaudées, certaines puissances régionales – Brésil, États-Unis et Canada – ont cette fois refusé de déployer leurs forces en Haïti. Fin juillet, le Kenya a finalement offert d'envoyer un millier de ses policiers à Port-au-Prince. Washington a ensuite jeté son poids diplomatique derrière Nairobi et mis 100 millions de dollars sur la table pour appuyer la mission. Début 2024, des policiers et des soldats kenyans débarqueront donc à Port-au-Prince aux côtés de plusieurs centaines de leurs homologues venus d'une dizaine de pays de la région, dont la Jamaïque, les Bahamas, Antigua et la Barbade. Le mandat de cette

« J'AI COMMENCÉ À COURIR AVEC MON FILS. IL A VOULU RETOURNER DANS NOTRE MAISON. LE GANG L'A APERÇU ET ABATTU »

– Julienne Alcendor

force multinationale, d'une durée de douze mois, consiste à offrir un appui opérationnel à la police haïtienne pour « lutter contre les bandes » et à assurer la sécurité des infrastructures critiques du pays.

RISQUE D'EXACTIONS

Cependant, la perspective de voir des forces kenyanes prendre d'as-

saut les bidonvilles haïtiens suscite une vive inquiétude. Le 18 août, Amnesty International a ainsi rappelé les multiples exécutions extrajudiciaires perpétrées par les policiers kenyans dans leur propre pays et appelé à garantir les droits fondamentaux des Haïtiens en cas d'intervention extérieure. « Une force étrangère ne pourra pas mater ces gangs sans commettre d'importants dommages collatéraux parmi la population civile, car les criminels sont trop enracinés dans les quartiers », confirme le colonel Himmler Rébu, ancien chef des forces spéciales haïtiennes. La volonté de résistance des gangs face à une force multinationale constitue la principale inconnue de l'équation sécuritaire.

Du côté des groupes armés, on jure être prêts à mourir les armes à la main. « Nous avons un stock considérable de munitions et d'armes. Si des étrangers débarquent dans notre pays, nous les repousserons à la mer », martèle Jimmy Chérisier, le chef du G9, l'un des plus puissants gangs de Port-au-Prince. Accusé de massacres, sous le coup de sanctions de l'Onu, ce quarantenaire bedonnant prépare un bouclier humain en prévision du débarquement d'une force multinationale. « Je construis des écoles, j'aide les gens à affronter les difficultés du quotidien. Bref, je prends soin de ma communauté et ma communauté prend soin de moi en retour », explique-t-il, narquois, en manipulant deux fusils d'assaut dans une ruelle de Delmas, bidonville aux maisons martyrisées par les combats. Non loin de là, ses hommes de main distribuent des sacs de riz à des mères de famille effrayées.

L'intervention étrangère tournera-t-elle au bain de sang ? Pas forcément, selon Jovenal et Redert, deux responsables associatifs du quartier de Canapé Vert, au sud de Port-au-Prince, qui tentent de décourager les jeunes défavorisés de rejoindre les gangs. « Nous connaissons le profil des membres des gangs. Les chefs sont dangereux, mais leurs subordonnés ne sont que des jeunes poussés au crime par la pauvreté. Ils ne sont pas



idéologues et n'ont aucune cause pour laquelle mourir. Face à l'arrivée de centaines de policiers bien entraînés, ils se volatiliseront. Une intervention étrangère va donc réduire la violence, mais seulement pour un temps», prédit Jovenel.

À QUI PROFITE LE CHAOS ?

« Notre crainte, c'est plutôt qu'une force multinationale légitime le gouvernement non élu d'Ariel Henry et ouvre la voie à des élections truquées, comme c'est toujours le cas dans ce pays. La classe politique haïtienne fait mine de s'inquiéter de ce chaos, mais la réalité est que cela lui profite », ajoute Redert. Une opinion partagée par de nombreux connaisseurs de la vie politique haïtienne. Car ces groupes armés ne constituent pas un phénomène nouveau. Leurs chefs ont même longtemps été subordonnés à l'élite politico-économique, habituée à recourir à la violence pour remporter une élection ou un marché public. Le chef du G9, Jimmy Chérizier, lui-même, aurait entretenu d'étroites relations avec l'ancien président Jovenel Moïse.

Rendue impotente par l'effondrement économique du pays, l'élite haïtienne a fini par voir sa créature lui échapper. Mais les liens ne seraient pas totalement rompus. Depuis l'automne 2022, les États-Unis et le Canada multiplient les sanctions économiques contre les dirigeants haïtiens soupçonnés d'acointance avec les gangs. L'Onu et l'Union européenne n'ont, jusque-là,

14 août. Ces habitants de Carrefour-Feuilles fuient les gaz lacrymogènes utilisés par la police pour les disperser. Ils manifestaient contre l'insécurité.

sanctionné que Jimmy Chérizier. « Plutôt que d'envoyer des troupes, la communauté internationale doit accélérer sur les sanctions et convaincre nos dirigeants de laisser leur place en organisant de véritables élections pour remettre l'économie sur des bases saines. La clé, c'est de lutter contre la pauvreté. C'est ainsi qu'on asphyxiera les gangs », assène Redert.

Une rumeur emplit soudain les collines de Port-au-Prince. Jovenel et Noncent se précipitent vers la rue et fixent l'horizon, d'où s'échappent des panaches de fumée : le gang de Bel-Air vient d'attaquer le quartier de Solino, jusque-là contrôlé par l'État, blessant grièvement deux policiers. L'ambassade américaine, située non loin de là, annonce le confinement de ses employés. Tandis que le jour décline, un groupe de jeunes barre la route d'accès au quartier. La même scène se répète partout en ville. Plus aucune voiture ne passe, Port-au-Prince fait un infarctus en pleine heure de pointe. Par-delà le grondement des embouteillages, des coups de feu retentissent. Un violent orage tropical finit d'alourdir l'atmosphère. En attendant l'arrivée de la force multinationale, une nouvelle journée de plomb s'achève dans la capitale haïtienne. ●

Le parti CDR, vient d'apprendre qu'il y a des gens qui continuent à traître le pays en envoyant leurs enfants, d'autres membres de leurs familles ou des gens qu'ils ont achetés ; abaisser les rangs des Inyuri-Inkotanyi, en vue pour permettre aux Inyuri-Inkotanyi de continuer à commettre des atrocités et à verser le sang du peuple majoritaire.

Il est regrettable de constater que le gouvernement de NSENGIYAREMYI, qui, pourtant, en dépitait les pressions internationales, a permis à des partis politiques participant au gouvernement de complaire certains auteurs, en sont responsables. Par contre, lorsque quelqu'un se parle publiquement ou le confesse en l'accusant, s'opposer à leurs amis et de ne pas reconstruire la paix.

Voici certains exemplaires que le parti CDR a identifiés :

- 1. Evariste SIBERA
- 2. Anatole SIBERA
- 3. Charles NDIKUMANA
- 4. André KATABARWA
- 5. Jean Marie Vianney MBIAGUTA
- 6. Clément NABINSHUTI
- 7. Le nommé MAPOKU (Rusizi)
- 8. Corina MUSHONGANO (Myaninsho)
- 9. Léonard NDASINGWA (Ministry)
- 10. Zacharie SERUBVOGO (Cyangugu)
- 11. Fidèle KANYABOYI (Association KANYARWANDA)
- 12. GUSENGA corina sous le nom de KIRINGITI (Rusizi)
- 13. GAJIMA (Bugobera)
- 14. Christophe MAILAME

AU DÉBUT, ON M'A CHARGÉ DE GARDER LES TUTSI QUI ÉTAIENT DANS LES CACHOTS ET DE NOTER CHAQUE NOM DANS UN CAHIER.

- 1. Anatole NTASHAMAJE (Conseiller du Premier ministre)
- 2. Protais KARAMERA (Vice-président du MDR)
- 3. Jean Marie Vianney MBIAGUTA (Conseiller du ministre des finances)
- 4. Narcisse RUGENGAMANI (Tambore-Gitarama)
- 5. Sosthe BWANKARA (Nyazo-Ikara)
- 6. Marcel BUGINGO (Rukara-Kibungo)
- 7. Bonatien KAGINA (Kamembe-Cyangugu)

Certaines personnes qui ont aussi rejoint les rangs des Inyuri-Inkotanyi :

- 1. Félicité TWAGIRAMUNGI (Président du MDR)
- 2. Frédéric NZAMURAMBA (Président du PSD)
- 3. Justin MUGENZI (Président du RPF)
- 4. André KATABARWA
- 5. Jean Marie Vianney MBIAGUTA
- 6. Marc RUGENERA (MDR)
- 7. Bonatien NGURUNZIRA (Ministre)
- 8. François NSENGIYAREMYI (Président)
- 9. Agathe NSENGIYAREMYI (Présidente)
- 10. André NSENGIYAREMYI (Président)
- 11. Modeste NSENGIYAREMYI (Président)
- 12. Modeste NSENGIYAREMYI (Président)
- 13. Modeste NSENGIYAREMYI (Président)
- 14. Modeste NSENGIYAREMYI (Président)

RWANDA

À LA POURSUITE DES GÉNOCIDAIRES

Par Thomas Zribi (texte) et Damien Roudeau (dessin)
Propos recueillis par Virginie Roels

natiyasi we umuho
shya ko wari umuho
ko wari umuho
kugira ngo usigara upima
mukaba muhoro muhoro
-tanga shya amagufa ubu
nda yaha aho
cya nusa barokta muca
shya muhoro na magufa
muhoro mugirango na



Amazina y'abana n'igihirukirye

amafuraha

Amazina	Yavutse kumva	Igitama
Noms et Prénoms	Né le	Sexe

Amazina y'abana n'igihirukirye

amafuraha

Amazina	Yavutse kumva	Igitama
Noms et Prénoms	Né le	Sexe



Amazina y'abana n'igihirukirye

amafuraha

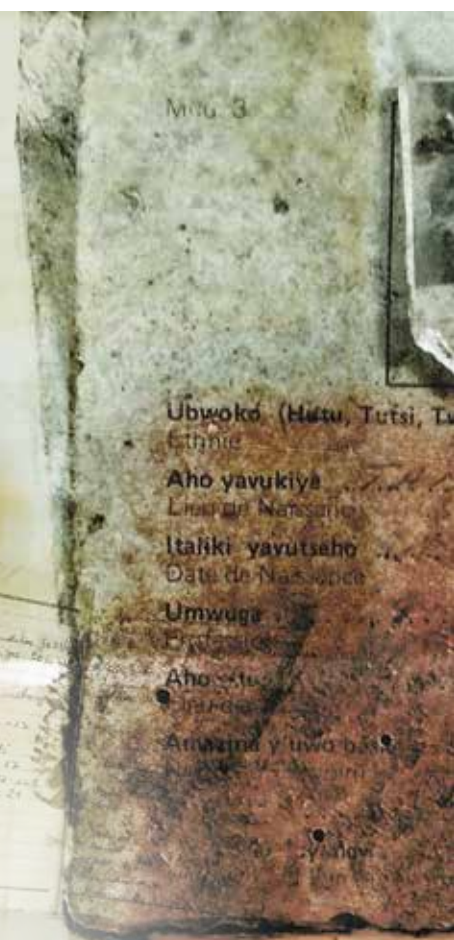
Amazina	Yavutse kumva	Igitama
Noms et Prénoms	Né le	Sexe

LA CHRONIQUE

32

33

MAR 3



Ubwoko (Hutu, Tutsi, Twa, Nyanza)

Ethnie

Aho yavukiye

Lina (Inyuma)

Itariki yavutseho

Date de Naissance

Umwuga

Profession

Aho yashyamba

Profession

Amazina y'ubwoko

Noms

Yavuye



CERTIFICAT BAPTISME

Prénoms et Nom

Age

Adresse

Observations

Amazina y'abana n'igihirukirye

amafuraha

Amazina	Yavutse kumva	Igitama
Noms et Prénoms	Né le	Sexe

En 2020, alors que je réalise un documentaire sur les génocidaires rwandais¹, je rencontre un couple franco-rwandais : les Gauthier. Depuis des années, Alain et Dafroza traquent des criminels impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994. Je pense tout de suite à eux quand, après la diffusion de mon film, une maison d'édition me propose de travailler, avec Damien Roudeau, sur un roman graphique. Avant le génocide, leur existence est celle d'un couple ordinaire, elle prof, lui ingénieur. Parents de trois enfants, ils vivent tranquillement en France. En 1994, Dafroza perd des dizaines de membres de sa famille massacrés par des Hutu. Lorsque le couple apprend que des génocidaires présumés sont réfugiés en France sans être inquiétés par la justice – entre 200 et 400 actuellement –, il change de vie. Il part enquêter au Rwanda, recueille des témoignages, aide des victimes à se constituer partie civile. Une trentaine de dossiers donneront lieu à autant de plaintes qui, après des années, aboutissent, parfois, à des procès. Aujourd'hui, ils sont à leur sixième procès et plusieurs condamnations.

À travers cette histoire, nous racontons aussi les soixante ans ayant précédé le génocide, notamment la responsabilité des pays colonisateurs – l'Allemagne et la Belgique – qui ont monté les ethnies les unes contre les autres. À la différence de la vidéo, le dessin permet une représentation abstraite des événements. Par exemple, quand les Gauthier atterrissent à Kigali, deux ans après les massacres, il évoque les fantômes des disparus. Lors des procès, les scènes de génocide envahissent la salle d'audience. Surtout, l'illustration traite la violence et la mort avec distance, sans la rendre insupportable à regarder. Quelques semaines après la publication de notre livre, le procès de deux responsables rwandais jugés pour crime de génocide a commencé à Bruxelles. Ce ne sera probablement pas le dernier. – Thomas Zribi

¹– Féliçien Kabuga, *Le financier du génocide* (2020).

En savoir plus

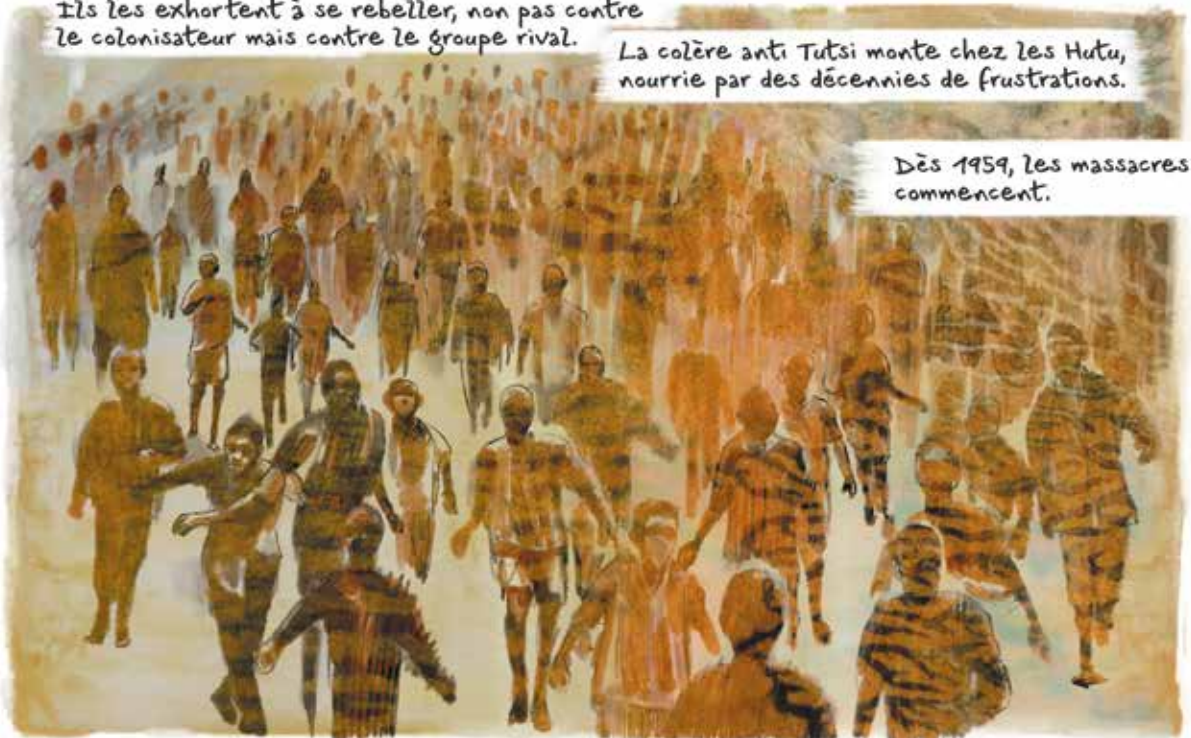
Thomas Zribi, écrivain et réalisateur *Rwanda, à la poursuite des génocidaires*, éd. Steinkis/Les Escapes, 192 p., septembre 2023.

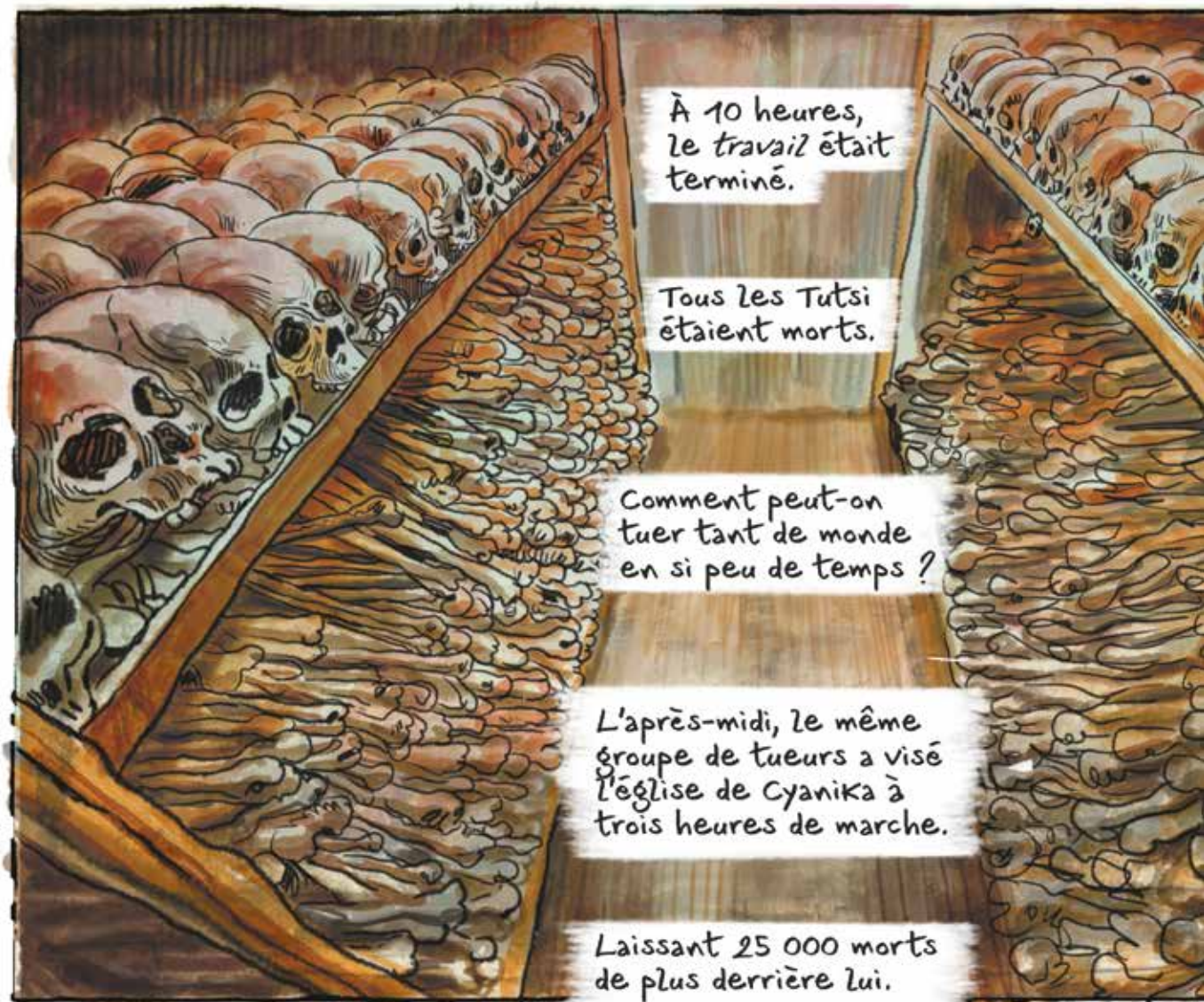


Ils les exhortent à se rebeller, non pas contre le colonisateur mais contre le groupe rival.

La colère anti Tutsi monte chez les Hutu, nourrie par des décennies de frustrations.

Dès 1959, les massacres commencent.





À 10 heures,
le travail était
terminé.

Tous les Tutsi
étaient morts.

Comment peut-on
tuer tant de monde
en si peu de temps ?

L'après-midi, le même
groupe de tueurs a visé
l'église de Cyanika à
trois heures de marche.

Laissant 25 000 morts
de plus derrière lui.



DÉBAT

FAUT-IL
REPUBLIER

Hitler, Céline, Morand, Drieu La Rochelle...
Depuis près d'une décennie, des textes antisémites et racistes du xx^e siècle
sont réédités par de prestigieuses maisons d'édition.
Progrès de la pensée critique ou promotion de discours de haine ?

– Propos recueillis par Théophile Simon

TAL BRUTTMANN

Historien français
spécialiste de la Shoah
et de l'antisémitisme

Il faut, à mon sens, dissocier les œuvres ayant une dimension historique et les autres. Je suis ainsi plutôt favorable à la réédition de *Mein Kampf*, car c'est un texte important pour comprendre le xx^e siècle. Mais à condition qu'il ne s'agisse pas d'un coup éditorial. Ce fut malheureusement le cas en 2011, lorsque la maison d'édition Fayard, en quête de publicité, a voulu publier le livre d'Adolf Hitler sans l'accompagner d'un travail historiographique suffisant. Je l'avais dénoncé dans une tribune en 2015.

Au même moment, en Allemagne, cette réédition fut au contraire réalisée par un institut universitaire, l'IFZ, sans la moindre démarche commerciale. Un important travail a été fait par les historiens allemands pour annoter l'ouvrage afin d'encadrer la lecture d'un public non avisé. C'est ainsi qu'il aurait fallu procéder en France : par le biais des Presses universitaires de France ou des éditions du CNRS. Cette contextualisation est cruciale, car *Mein Kampf* a toujours un pouvoir de persuasion. Le livre, tiré à plusieurs millions d'exemplaires dans les années 1930, a été traduit dans de nombreuses langues et possède toujours son fan-club. On l'a vu lorsque Fayard a fini par publier son édition « critique » de l'ouvrage, *Historiciser le mal*, en 2021, tiré à 10 000 exemplaires. L'éditeur explique ce chiffre important par le grand nombre de bibliothèques hexagonales ayant commandé le livre, mais j'ai de sérieux doutes. Il y a des nostalgiques du III^e Reich.

D'autres textes, en revanche, ne doivent pas être réédités. C'est le cas des pamphlets antisémites de Céline – *Bagatelles pour un massacre* (1937), *L'École des cadavres* (1938) ou encore *Les Beaux Draps* (1941) – que Gallimard a envisagé de publier en 2018, avant de suspendre le projet. Ces livres ne sont que des torchons haineux, n'ayant aucune importance historique. Ils n'ont pas davantage de visées littéraires et, aujourd'hui, ne franchiraient pas le moindre comité éditorial. Pourquoi alors leur faire cet honneur *a posteriori* ? Quant à les annoter, cela reviendrait à sous-titrer un film pornographique avant de le diffuser au grand public : les images pornographiques seraient toujours bien visibles.

La liberté d'expression en France est encadrée. Nous ne sommes pas aux États-Unis, où l'on peut publier tout et n'importe quoi, sans aucune limite. Cette spécificité française se heurte à la réalité des réseaux sociaux, où les descendants de Céline et d'Hitler prospèrent et déversent impunément leurs saletés. Un jour, il va falloir appliquer la loi.



MEIN KAMPF ?

À mon sens, Fayard a bien mené sa réédition de *Mein Kampf*. Cela se remarque à la lecture de *Traduire Hitler* d'Olivier Mannoni qui a retraduit le texte. Il y montre à quel point la langue d'Hitler est un borbier, et comment ce borbier trouve un écho dans notre époque. Grâce à cette recontextualisation, on constate, par exemple, que la notion de « grand remplacement », qui contamine aujourd'hui le débat public, a ses prémices chez Hitler, mais appliquée aux Juifs. Historiciser à nouveau un texte tel que *Mein Kampf* permet de désamorcer l'amnésie et la fascination grandissante pour le nazisme. C'est un travail salutaire.

De même, je ne suis pas opposée à la réédition des pamphlets antisémites de Céline. Mais, comme pour *Mein Kampf*, il faut que cela soit fait convenablement. Or, en 2018, Gallimard envisageait de reprendre une édition canadienne insuffisamment contextualisée. Les pamphlets y étaient qualifiés d'« écrits polémiques », alors que Céline y multiplie les appels au meurtre contre les Juifs. Ajoutons que, contrairement à Hitler dont le style est très laborieux, Céline capte le lecteur de façon perverse grâce à sa grande maîtrise de la langue. Voilà qui appelait un tout autre appareil critique. On ne peut se contenter, comme l'ont fait certains critiques, de dédouaner Céline au nom de son talent littéraire. Cela ne se limite pas aux pamphlets. *Guerre* a été réédité par Gallimard en 2022 avec un appareil critique insuffisant, qui omet de signaler la dimension raciste du texte. *Voyage au bout de la nuit*, enseigné en lycée, comporte également des passages racistes, pas toujours pointés comme tels par les enseignants.

D'autres auteurs antisémites des années 1930 sont eux aussi réédités, parfois avec un grand retentissement : la publication du *Journal inutile* de Paul Morand a été un succès de librairie. Drieu La Rochelle continue d'être republié. Certains éditeurs surfent sur la fascination pour ces auteurs, liée au recul de la pensée critique. C'est une marque du néolibéralisme : on signale certains écrits comme sulfureux, tout en les diffusant. Un peu comme les paquets de cigarettes, siglés d'images répulsives, et mis en vente à grande échelle. Je vois par ailleurs dans ces rééditions l'un des grands paradoxes de notre époque : à l'heure de la *cancel culture*¹ et de #MeToo, jamais on n'a autant « annulé » de discours misogynes ou racistes. Mais il semble aussi que plus le temps passe, moins on devient sourcilieux sur l'antisémitisme.

1— Pointer du doigt une personnalité ou une entreprise dont un propos ou une action a été considéré comme répréhensible ou « offensant », et lui retirer son soutien via les réseaux sociaux.

GISÈLE BERKMAN

Professeure de lettres
et chercheuse sur la modernité
littéraire et philosophique



CULTURE

THÉÂTRE

Retour aux sources



Avec poésie et humour, la comédienne franco-turque Nil Bosca propose un spectacle entre parcours initiatique et quête de soi.

« **A**cousticienne, allergologue, accessoiriste... » Silhouette élancée et mèche rebelle, une jeune femme égrène, sans trop y croire, l'inventaire des métiers possibles. À 17 ans, Parcoursup la presse de choisir une filière. Or son père, couturier turc, rêve d'un métier honorable : docteur. Oui, mais voilà, Euphrate, c'est son prénom, devra entamer « *un retour aux sources* », comprendre d'où elle vient avant de savoir où elle va. Mue comme certains enfants d'immigrés par la nostalgie d'un pays qu'elle ne connaît pas, elle interroge son paternel sur ses racines. Il reste muet : « *Chez nous, l'homme délicat répand le parfum de la rose en dehors*

et garde les épines en dedans. » Intérieurement, la jeune femme bouillonne de questions et de désirs refoulés, alors c'est son corps qui s'agite et parle pour elle. Pantalon sombre et tee-shirt bleu vif, la comédienne évolue dans un décor minimaliste, une table d'écolier et un portant chargé de vêtements. Entre ces deux pôles, il lui faudra trouver sa voie au risque de s'égarer pour mieux se retrouver. Assise face aux professeurs, elle ne tient pas en place. Ses membres désarticulés – bras, jambes – et sa tête manifestent ce désir de bouger, qui prend la forme de fugues chorégraphiées. Dans l'atelier du père, les frusques suspendues à leur cintre s'animent entre ses mains tandis que défilent sous nos yeux des personnages multiples

et variés : pope orthodoxe, mannequin, torero, laborantin, serveur ou mafieux... Magnifique moment de poésie et d'humour qui suggère à la fois l'inconstance et le plaisir du jeu. Renouant avec ses origines nomades, Euphrate, écharpe rouge et besace en bandoulière, s'envole à la rencontre de sa famille sur les hauts plateaux d'Anatolie. Ce voyage initiatique « *au pays des sultans à grosse moustache* » la libère. Trente ans plus tôt, son père avait quitté sa terre pour échapper à un destin tout tracé de berger. Alors à son tour, Euphrate s'affranchira des injonctions. En visite dans un musée d'Istanbul, elle découvre, dans une pièce sombre dédiée « *aux femmes qui ont marqué l'histoire* », Afifé Jalé, première actrice turque



© STANISLAS ROQUETTE



© VICTOR HADRIEN

musulmane, ayant bravé les interdits pour exercer son métier. C'est décidé, n'en déplaise à son père, apôtre de la discrétion - « *une femme ne s'expose pas* » -, Euphrate sera comédienne.

Nil Bosca endosse avec grâce toutes les voix de cette pièce autobiographique et jubilatoire, dont elle signe aussi l'écriture et la mise en scène. Entre théâtre et danse, dialogues savoureux et interludes

burlesques, on rit beaucoup sans perdre pour autant le fil d'une émotion sincère. La vie est une perpétuelle réinvention de soi et la route pour accéder à son désir, parfois sinieuse. - Fanny Leroy

Euphrate

de et avec Nil Bosca

Du 6 au 18 novembre,
Théâtre de la Cité internationale (Paris),
puis en tournée, nilbosca.com/euphrate

LE COUP DE CŒUR D'AURÉLIE



Il est l'homme-orchestre du documentaire *Pierre Feuille Pistolet*, à la fois réalisateur, chauffeur bénévole, interprète... Depuis le début de la guerre en Ukraine, le Polonais Maciek Hamela évacue en minibus les civils et les filme. Dans l'habitacle de ce van à huit places, des passagers de toute origine sociale forment une petite communauté, presque fraternelle, le temps du voyage. L'espace clos est propice aux confidences, douloureuses, mais aussi cocasses, alors que les vies de chacun sont en transit. Un homme accompagnant ses proches rappelle à Maciek qu'il lui confie « *ce qu'il a de plus précieux* ». Une femme raconte qu'elle a tout laissé, dans l'ordre : sa maison, sa télévision, ses chiens et sa vache « Beauté » qui mange de tout, même du pain à la mayonnaise. À l'évocation de cette vie désormais révolue, la voix de la passagère s'étrangle. Une autre explique qu'elle est mère porteuse et qu'avec l'argent de la GPA, elle rêvait d'ouvrir un café. Incroyables de justesse, les échanges entre les enfants révèlent leur appréhension de la guerre, dans tous les sens du terme.

Tandis que se nouent ces conversations à bâtons rompus où le « ils » désigne implicitement l'agresseur russe, des plans de coupe montrent des chars, des checkpoints, des mines. Embarqué dans ce drôle de *road-movie*, le spectateur découvre une facette du conflit intimiste et bouleversante. - Aurélie Carton

Pierre Feuille Pistolet Maciek Hamela

1 h 24.

Un film soutenu par Amnesty International.

ENQUÊTE

L'hydre russe

C'est vrai, beaucoup de choses ont été dites sur le groupe russe Wagner. Mais l'enquête de Lou Osborn, chercheuse pour l'ONG britannique Center for Information Resilience, et de Dimitri Zufferey, journaliste à Radio Télévision Suisse, offre un éclairage inédit. Elle s'appuie en effet sur l'analyse de milliers de données, dont une grande partie glanée en source ouverte¹, à l'instar de cette offre d'emploi pour intégrer les rangs de Wagner, exhumée d'un site aujourd'hui disparu.

Le livre a été finalisé juste avant la mort, le 23 août dernier, d'Evgueni Prigojine, chef de cette sulfureuse milice, décédé dans le crash de son avion. Il inscrit d'emblée Wagner dans la lignée des groupes de mercenaires qui se sont multipliés en Russie depuis la chute de l'URSS. Les auteurs rappellent ensuite les racines idéologiques de

cette nébuleuse, proche de l'extrême droite, comme en témoignent les liens qu'elle entretient avec le Mouvement ultranationaliste et suprémaciste. Outre les activités militaires de Wagner en Syrie, en Ukraine ou au Mali, les deux enquêteurs reviennent sur des interventions moins médiatisées, comme au Soudan en 2017 ou au Mozambique – un fiasco – en 2019. Ils mettent aussi en lumière les modes de financement de la structure, sorte de « nouvelle version de la Compagnie des Indes orientales », tant ses activités se sont diversifiées (marchés publics

de la restauration et de nettoyage en Russie, mais aussi trafics de bois, diamant, d'or, de pétrole...).

Enfin, l'enquête présente l'éventail des techniques d'influence utilisées par cette hydre au service de Poutine, depuis la corruption de journalistes jusqu'à la création de radios en Afrique ou la production de films d'action par la Wagner Cinematic Universe. Un livre de référence bienvenu, alors que la bataille pour prendre la succession de Prigojine à la tête de Wagner se poursuit. – Grégoire Osoha

Wagner, enquête au cœur du système Prigojine

Lou Osborn et Dimitri Zufferey

Éditions du Faubourg, 346 p., 22 euros.

1 - À partir de sources d'information publique.

RÉCIT

Voyage en Mollaharchie

À 25 ans, François-Henri Désérable découvre *L'Usage du monde*, inoubliable récit d'un périple que le Suisse Nicolas Bouvier effectue dans les années 1950, de Belgrade à Kaboul, en Fiat Topolino. Un coup de foudre. Devenu écrivain à son tour, François-Henri Désérable s'envole vers l'Iran, fin 2022, sur les traces du bourlingueur helvète. Passant outre l'avertissement du Quai d'Orsay (« on ne pourra pas vous accorder la protection consulaire »), il débarque dans un pays en pleine répression contre le soulèvement « Femme, vie, liberté ». Son livre intitulé *L'Usure du monde*, en hommage à Bouvier, relate donc sa traversée de l'Iran, depuis Téhéran jusqu'aux confins du Baloutchistan. François-Henri Désérable confie son admiration pour les portraits que Nicolas Bouvier savait brosser « en trois lignes ». Le Français excelle lui aussi à dépeindre celles et ceux qu'il croise sur son chemin : cette femme munie de fers à repasser achetés au bazar qui tombent malencontreusement du balcon alors qu'un agent du régime course un manifestant ; cette étudiante qui lui montre combien l'écho est merveilleux à Téhéran en criant « Mort au dictateur », dénonciation répercutée de fenêtre en fenêtre ; ce mollah utilisant le « mariage temporaire » autorisé par le chiisme pour multiplier les conquêtes en toute bonne foi ! Bien plus qu'un récit de voyage, ce livre offre un témoignage précieux sur la vie comme elle ne va pas en République islamique. – Aurélie Carton

L'Usure du monde, une traversée de l'Iran

François-Henri Désérable

Gallimard, 160 p., 16 euros.





FILM

États de choc

Les violences policières s'invitent, hélas, régulièrement à la une des journaux : 13 décès pour la seule année 2022, 861 entre 1977 et 2022. Pourtant au cinéma, le sujet n'est souvent traité que pendant les faits ou lors d'un procès... quand il a lieu. *Avant que les flammes ne s'éteignent* s'intéresse à ce qui se passe entre ces deux moments. Il raconte le combat des familles, les dissensions induites par la violence policière, les chocs générationnels... Karim, 22 ans, jeune délinquant toxicomane, est tué par la police lors d'un contrôle d'identité. On parle de crise d'épilepsie, et le procureur se laisse aller devant les médias à des déclarations intempestives. Dans la famille de Karim, la sœur aînée, jeune maman vendeuse sur les marchés, refuse cette version des faits et l'impunité qui en découle... Le réalisateur Mehdi Fikri, dont c'est le premier film, maintient en permanence la démonstration à distance. Pas de mélo, pas de pleurs ou très peu, pas de dénonciation globalisante. Pour reconstituer la scène du meurtre,

il préfère filmer le décor vide et lui adjoindre seulement le son de l'altercation. Choix audacieux mais payant : le cinéaste évite ainsi les clichés du film sur la banlieue – la drogue comme la religion n'apparaissent qu'en arrière-plan –, et sa retenue dans l'émotion donne plus de force à sa description d'un quotidien tendu. Passionnant par sa rigueur, le film l'est aussi parce qu'il mêle trois générations d'acteurs français d'origine arabe : Hammou Graïa, jeune premier des années 1980 mûri par l'âge ; le rappeur Sofiane Zermani ; Samir Guesmi, vieux militant désabusé mais toujours sur la brèche ; et les plus jeunes : Camélia Jordana bien sûr, mais également Sofian Khammes, vu dans la série *B.R.I.*, ou la révélation Sonia Faidi. Entre eux, l'osmose est totale. – Hubert Prolongeau

Avant que les flammes ne s'éteignent
Mehdi Fikri

1 h 34. Sortie le 15 novembre.

Un film soutenu par Amnesty International.

PODCAST

Comme des oiseaux

On sait qu'au Canada des populations autochtones ont dû laisser leurs enfants à des pensionnats protestants et catholiques. On connaît moins le drame similaire vécu par des enfants amérindiens de Guyane. Entre 1930 et 1980, ils furent environ 2 000, envoyés dans des « homes » pilotés par le clergé avec le soutien de l'État français. Ce podcast fait entendre d'anciens pensionnaires qui furent « *oisillonnés* », soit arrachés à leur culture pour devenir de bons petits chrétiens français. – A.C.

Clément Baudet et Alice Lefilleul, Arte Radio.

ENQUÊTE

Babyzness

Bérangère Lepetit et Elsa Marnette

Deux journalistes se penchent sur un secteur en plein boom ces vingt dernières années : les crèches privées lucratives. Et en particulier quatre groupes (Babilou, Grandir-Les Petits Chaperons rouges, People and Baby et La Maison bleue). Le constat est édifiant : économies faites sur la nourriture et les couches, personnel essoré par les conditions de travail, taux de rentabilité suspects... Un document choc, alors que le 20 novembre célèbre les 34 ans de la Convention des droits de l'enfant. – A.C.

Laffont, 328 p., 21 euros.

Colombie

EH BIEN, dansez MAINTENANT !

À Quibdó, sur la côte pacifique, des gangs enrôlent des jeunes en déshérence. Pour leur offrir d'autres perspectives, des écoles de danse se sont créées dans les quartiers.

Par une orageuse journée de juin, climat tropical oblige, la voix de la rappeuse américaine Missy Elliott grésille sur des enceintes d'un autre âge. Dans la salle de répétition décrépie du centre-ville de Quibdó, capitale du département

du Chocó, une peinture murale célèbre la culture afro. Des seaux disséminés çà et là récupèrent l'eau de pluie qui goutte du plafond. Concentrés, onze adolescents enchaînent mouvements d'épaules et sauts de hip-hop. Face à la petite troupe, le professeur appuie sur pause au moindre faux pas. Personne ne moufte, retour à la position initiale, l'enthousiasme ne faiblit pas.

Plusieurs fois par semaine, 250 jeunes, issus des quartiers les plus pauvres de Quibdó, viennent s'entraîner dans les salles de l'organisation Los Jovenes Creadores del Chocó. L'une est mise à disposition par la municipalité, les autres ont été achetées au fil des années. L'école de danse fête ses quinze ans. Son objectif ? Détourner la jeunesse de la violence qui gangrène la ville. Le parcours personnel des élèves est suivi de près par des coordinateurs, en lien avec les parents quand c'est possible.

À Quibdó, des quartiers entiers, comme celui d'El Reposo, vivent sous la coupe de gangs rivaux, locaux ou même nationaux, qui terrorisent la population. Un rapport publié par la police nationale début 2021 indique que, de 2019 à 2020, 54 % des meurtres commis dans la ville concernaient des personnes de moins de 30 ans, dont des mineurs. Le département isolé du Chocó est l'un des plus défavorisés de Colombie : le taux de pauvreté dépasse largement la moyenne nationale de 18,1 %. Quant au taux de chômage de Quibdó, il atteint les 23,1 %. Délinquance, trafic de drogue et d'armes constituent un cocktail explosif, sur fond d'extrême pauvreté et d'absence de perspectives professionnelles.

Réveiller les rêves éteints

Jonathan Martinez Quinero, 32 ans, revient de loin. Ancienne petite main de l'un de ces gangs, il a fondé les Black Boys Quibdó pour venir en aide aux enfants et adolescents, cibles de choix pour des recrutements forcés. C'est lui qui a « repêché » Yeisson¹, il y a huit ans. « *J'étais déjà très abîmé, et accro à l'argent. Je traînais avec les mauvaises personnes, et je faisais des allers-retours au poste de police, raconte le grand gaillard de 19 ans au regard doux. Ma vie a changé du jour au lendemain lorsque je les ai rejoints. Jonathan m'a poussé à me fixer des objectifs au lycée, ainsi qu'au sein de l'organisation, comme celui de devenir chorégraphe.* » Yeisson n'avait que 8 ans quand il a rejoint le groupe armé, dont il taira le nom pour des raisons de sécurité.



Extorsions, transport d'armes et de drogue :
« Pour un vol de téléphone, je pouvais gagner entre 100 000 et 200 000 pesos [entre 25 et 50 euros]. Pour la drogue, à peu près 20 000 [5 euros]. C'est un bon salaire [le revenu minimum colombien est de 250 euros]. Il y a des moments où je me suis senti très puissant, presque comme un roi. Tu prends une arme, et si ça marche bien, ils sont contents et te donnent de l'argent. »
 Les adolescents sont à la fois victimes et auteurs de violences. *« On ne devrait pas travailler dans les gangs, si jeune. Mais on finit par s'habituer à la criminalité »*, explique Yeisson. Aujourd'hui, le jeune homme étudie la puériculture à l'université technologique de Chocó. Mais sa passion reste la danse. Et surtout le ritmo exótico, un style propre à la région, qui mélange sur un beat très rapide des courants issus de la culture afro : chirimia (culture indigène), champeta (côte caribéenne colombienne), salsa, son (Cuba), reggaeton et vallenato (Caraïbes)... Une manière de valoriser l'héritage afro-colombien qui concerne 87,5 % de la population de Quibdó, une origine souvent discriminée en Colombie. *« Nos chorégraphies mettent en scène nos revendications identitaires en tant que jeunes, mais aussi en tant qu'afro-descendants,*

ajoute le pétillant Johnny Andres Mosquera Valencia, 23 ans, danseur et coordinateur au sein des Jovenes Creadores del Chocó. C'est l'un de nos points forts : raconter l'histoire du territoire et nos moyens de résistance à travers la danse. »

En octobre 2022, l'un des enfants de l'école de danse est assassiné. Pour rendre hommage à tous les jeunes tués, les Jovenes Creadores mettent alors en place la *Galerie des rêves éteints* : performances artistiques, photographies et spectacles de danse envahissent la jetée de Quibdó. *« Nous l'avons appelée ainsi, parce que ce gosse rêvait de devenir danseur et médecin. Ça a réveillé la ville, qui s'est retrouvée autour de ce deuil collectif. »*

En temps normal, les répétitions des Black Boys ont lieu à El Reposo, quand elles ne sont pas annulées à cause de conditions de sécurité incertaines, de menaces écrites ou orales, empêchant les habitants de sortir de chez eux. *« Je ne peux plus imaginer ma vie sans danser. Si je rate l'une des répétitions quotidiennes, je suis stressé »*, confie Yeisson. Son rêve ? Devenir danseur professionnel.

– Margot Davier

1- Son prénom a été modifié.

VIE DU MOUVEMENT

– Pages réalisées
par Grégoire Osoha



ACTIONS URGENTES LA FORCE DE FRAPPE

Amnesty International fête les 50 ans des actions urgentes. Un outil militant efficace permettant d'agir au plus vite en faveur d'une ou de plusieurs personnes en situation critique.

Mars 1973, São Paulo, Brésil. Maria José Rossi rend visite à son mari détenu par la police militaire. Le directeur du quartier général lui indique une pile de documents: « *Votre mari doit être plus important que ce que l'on pensait parce qu'on a reçu un tas de lettres venant de partout dans le monde.* » Ces lettres sont le fruit de la première « action urgente » d'Amnesty International. Un essai concluant puisque, peu de temps après, l'opposant politique Luiz Basilio Rossi est libéré.

En France, le réseau des actions urgentes est constitué d'environ 22 000 personnes. Des militantes et militants, qui interpellent rapidement les autorités d'un pays lorsque la situation d'une personne ou d'un groupe est critique. Demande de libération d'un défenseur des droits humains, annulation d'une condamnation à mort ou d'une expulsion forcée... Pour limiter au maximum les intermédiaires, c'est le chercheur d'Amnesty International sur le terrain qui rédige lui-même l'action urgente, présentée de façon à faire comprendre au plus vite la situation.

Maryse Bascoul coordonne une trentaine de personnes dans le Pays basque. Malgré son implantation dans la région depuis une soixantaine d'années, elle a conservé de son Tarn natal un fier accent. Après avoir longtemps milité dans le groupe local de Bayonne, Maryse cherchait une nouvelle activité au sein du mouvement. La gestion d'un réseau local « actions urgentes » lui convient parfaitement. Environ deux fois par mois, elle reçoit une alerte provenant du siège d'Amnesty. Elle imprime la lettre type d'interpellation pour la retravailler à son goût. « *Les choses simples sont les meilleures. Ça ne sert à rien de raconter trois fois à un dictateur qu'il faut être gentil. Et je sais qu'ils n'ont pas beaucoup de temps pour lire nos lettres... Disons que j'adopte un style un peu plus direct. J'aime surtout leur rappeler les engagements internationaux qu'ils ont signés.* »

AU CENTRE
Septembre 2023.
Marie consulte
le programme du
Campus d'Amnesty
International France.

© CHRISTOPHE MEIREIS

À DROITE
Ibrahim Ezz el-Din
est venu remercier
les militants au
Campus d'Amnesty
International.

© CHRISTOPHE MEIREIS





Maryse tape ensuite la nouvelle version de la lettre et l'envoie à ses quarante contacts. Charge à chacun de l'adresser au destinataire final. S'ils ont des questions, des incompréhensions, des réclamations, elle est là pour leur répondre. *« J'ai la motivation dans les gènes, donc je suis toujours contente quand je suis sollicitée. »* Au mois d'août dernier, une militante du réseau lui a fait parvenir une réponse de l'ambassade de Bolivie en France. Bonne surprise: conformément à la demande d'Amnesty International, Amparo Carvajal, 84 ans, présidente de l'Assemblée permanente de défense des droits humains, a pu être transférée dans un centre médical, après avoir obtenu l'évacuation des locaux de son ONG.

« Sans une action urgente, je serais encore emprisonné », confirme Ibrahim Ezz el-Din, invité de la conférence *« Célébrons les 50 ans des actions urgentes »* du Campus d'Amnesty à Paris, le 23 septembre. Ibrahim travaillait pour la Commission égyptienne des droits et libertés lorsqu'il a été enlevé en pleine rue du Caire, en juin 2019. Il a été libéré en avril 2022. La pression exercée par les lettres de militants d'Amnesty International lui a donné la force de faire face à sa détention abusive. *« C'est ce que j'aime dans ce mode d'action, avance Marie Hauchard, membre du groupe local de Rouen. J'ai l'impression d'être vraiment utile. Et c'est un très beau moyen d'exercer sa solidarité envers un autre être humain qui en a besoin. »* Marie préfère les lettres aux e-mails dont elle craint qu'ils soient supprimés avant d'être ouverts. Tant pis pour le temps passé à recopier sur les enveloppes les adresses interminables des diverses autorités gouvernementales. Et tant pis pour le budget notable consacré en timbres internationaux.

Le premier bénéficiaire d'une action urgente, Luiz Basilio Rossi est décédé le 21 janvier dernier, à l'âge de 83 ans. La section néerlandophone d'Amnesty International en Belgique lui a rendu hommage avec ces mots: *« Puisse son histoire nous rappeler à quel point nous sommes interconnectés en tant que mouvement, et puisse-t-elle continuer à nous inspirer à prendre des mesures urgentes ».* ●

DÉFINITION

— Les **actions urgentes** sont des alertes lancées par Amnesty International pour défendre une personne – ou un groupe de personnes – faisant face à une situation dramatique qui nécessite une réaction immédiate. En 2022, 212 actions urgentes ont été lancées pour au moins 4 728 personnes en danger.

AGENDA Pour en savoir plus : www.amnesty.fr/agenda

Week-end des antennes jeunes

C'est quoi ?

120 jeunes militantes et militants de toute la France réunis pour échanger et apprendre les uns des autres. Au programme : une action de rue, une grande conférence et de nombreux ateliers pratiques.

Nouveauté de cette édition, le passage de deux à trois jours d'événement pour approfondir les thématiques et les combats d'Amnesty International.

C'est où ? Siège d'Amnesty International France, à Paris.

C'est quand ? Les 3, 4 et 5 novembre.

CORRENS (83)

Récital lyrique et variétés
toulon@amnestyfrance.fr
 4 novembre

CHÂTEAU-THIERRY (02)

Foire aux livres
chateauthierry@amnestyfrance.fr
 4-5 novembre

BOURGES (18)

Exposition « Peine de mort »
bourges@amnestyfrance.fr
 8-29 novembre

CHALON-SUR-SAÔNE (71)

Foire aux livres
amnesty.chalon@laposte.net
 11-12 novembre

VIRE (14)

Foire aux livres
amnesty.vire@gmail.com
 15 novembre

VAL-DE-REUIL (27)

Foire aux livres
louviers@amnestyfrance.fr
 18-19 novembre

VALENCE (26)

Foire aux livres
michelle.rostan@laposte.net
 18-19 novembre

VÉLIZY (78)

Foire aux livres
chavillevelizyviroflay@amnestyfrance.fr
 18-19 novembre

AIX-EN-PROVENCE, ROGNES ET TOULON (13)

Conférence « Antoinette Chahine

témoigne, un long combat contre la peine de mort »
region.provencecorse@amnestyfrance.fr
 20, 21 et 23 novembre

VALENCIENNES (59)

Exposition « 50 ans d'Amnesty International France »
dampc@orange.fr
 22-24 novembre et 28-30 novembre

PARIS (75019)

Soirée « La face cachée de l'Égypte »
parisquartierlatin@amnestyfrance.fr
 24 novembre

ORSAY (78)

Festisol
jf.gouyet@aliceadsl.fr
 25 novembre

CHÂTEAU-THIERRY (02)

Festisol
chateauthierry@amnestyfrance.fr
 25 novembre

PAU (64)

Foire aux livres
pau@amnestyfrance.fr
 25-26 novembre

NIORT (79)

Brocante
niort@amnestyfrance.fr
 25-26 novembre

MONTBARD (21)

Ciné-débat *Sept hivers à Téhéran*
amnesty-semur399@laposte.net
 27 novembre

ACTION DU MOIS



BANGLADESH

Shahnewaz Chowdhury

Madame la Première ministre,

Shahnewaz Chowdhury vit dans la région de Banskhali, zone côtière très exposée aux effets du dérèglement climatique. Ingénieur, il s'est inquiété des conséquences sur l'environnement, et notamment de l'augmentation des risques de raz-de-marée qu'aurait l'implantation d'une nouvelle centrale électrique à charbon dans son village. Shahnewaz Chowdhury a partagé ses craintes sur Facebook le 27 mai 2021. Dès le lendemain, l'entreprise propriétaire engageait des poursuites à son encontre, l'accusant d'avoir diffusé de fausses informations. Shahnewaz est alors arrêté par la police, en vertu de la loi draconienne sur la sécurité numérique, et détenu dans des conditions inhumaines. Libéré sous caution le 16 août 2021, il encourt dix ans de prison. En tant que membre/sympathisant(e) d'Amnesty International, je vous demande, Madame la Première ministre, l'abandon de toutes les charges retenues contre Shahnewaz Chowdhury. Veuillez agréer l'expression de ma haute considération.

AGIR

Adressez vos appels à

Première ministre Sheikh Hasina,
 Bureau de la Première ministre
 Old Sangsad Bhaban
 Tejgaon, Dhaka - 1215
 Bangladesh
 Email : ps1topm@pmo.gov.bd

Copie à envoyer à

Ambassade du Bangladesh
 109, avenue Henri-Martin
 75016 Paris
 Email : diplomatic@bangladoot-paris.org

BONNES NOUVELLES



18 octobre 2021, Quito. Les indigènes manifestent contre l'extension de l'exploitation pétrolière en Amazonie.

© RODRIGO BUENDIA/AFP

ÉQUATEUR

La coupe est pleine !

Plus de la moitié des électeurs équatoriens ont choisi, le 20 août, par référendum, de mettre un terme à l'exploitation pétrolière du Bloc 43 dans le parc national Yasuni. Prise contre l'avis du gouvernement, cette décision doit protéger les peuples autochtones et la biodiversité de cette réserve amazonienne. Si les pertes pour l'État ont été estimées à 15 milliards d'euros par la compagnie nationale Petroecuador, la collectivité, elle, profitera de cette heureuse sobriété.

SYRIE

Disparus mais pas oubliés

Plus de 100 000 Syriens ont disparu depuis le début de la guerre en 2011. L'Assemblée générale de l'Onu a créé, le 29 juin, une « institution indépendante » pour « clarifier » leur sort. Jusqu'ici, les familles étaient livrées à elles-mêmes dans leurs recherches, obligées parfois de regarder en boucle des vidéos de massacres diffusées sur les réseaux sociaux pour identifier leurs proches. Reste à savoir quels moyens et quels effectifs seront dévolus à cette institution.

ROYAUME-UNI

Downing Street hors-la-loi

La justice britannique a retoqué le projet du gouvernement d'expulser vers le Rwanda les migrants arrivés illégalement sur le sol anglais. Elle a en effet estimé que les déficiences du système d'asile à Kigali rendaient réel le risque pour les personnes d'être renvoyées dans leur pays d'origine sans garantie pour leur sécurité. Une décision célébrée par l'association Asylum Aid à l'origine de la requête. Le Royaume-Uni a déjà versé au Rwanda 120 millions de livres sterling, soit 144 millions d'euros payés par le contribuable !

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Claude Samouiller

RESPONSABLE ÉDITORIALE

Pauline David

RÉDACTRICE EN CHEF

Virginie Roels

PREMIÈRE SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Claire Laudereau

RÉDACTRICE RESPONSABLE CULTURE

Aurélien Carton

ASSISTANTE ICONOGAPHE

Vanessa Lepoutre

CONTACT RÉDACTION

chronique@amnesty.fr

CONTACT ABONNEMENTS

smd@amnesty.fr

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Anouchka

Lena Bjurström

Lola Bögelmann

Christian Caujolle

Bernard Debord

Marie Claverie

Margot Davier

Éric Dourel

Jean-Claude Gerez

Pierre Haski

Lola Ledoux

Fanny Leroy

Grégoire Osoha

Louella Pailley

Hubert Prolongeau

Laurent Rigoulet

Damien Roudeau

Théophile Simon

Thomas Zribi

CORRECTRICES

Mireille Berkani

Élisabeth Maucollot

CONCEPTION / RÉALISATION

Élise Desmars-Castillo

Virginie Heid

EN COUVERTURE

© Louella Pailley

JOINT À CE NUMÉRO

BREF N°12

IMPRESSION

Aubin Imprimeur

86 240 Ligugé

N° DE COMMISSION PARITAIRE

0424GB4664

ISSN : 0761-9359

Dépôt légal : 4^e trimestre 2023

La Chronique, mensuel
 d'Amnesty International France
 76, boulevard de la Villette
 75 940 Paris cedex 19



FÊTES 2023

OFFREZ DES PRODUITS ENGAGÉS ET SOLIDAIRES QUI FINANCENT NOS ACTIONS

**Coffret de
correspondance
Matisse**

16 €

Écharpe

45 €

**Calendrier
ensemencé**

13 €

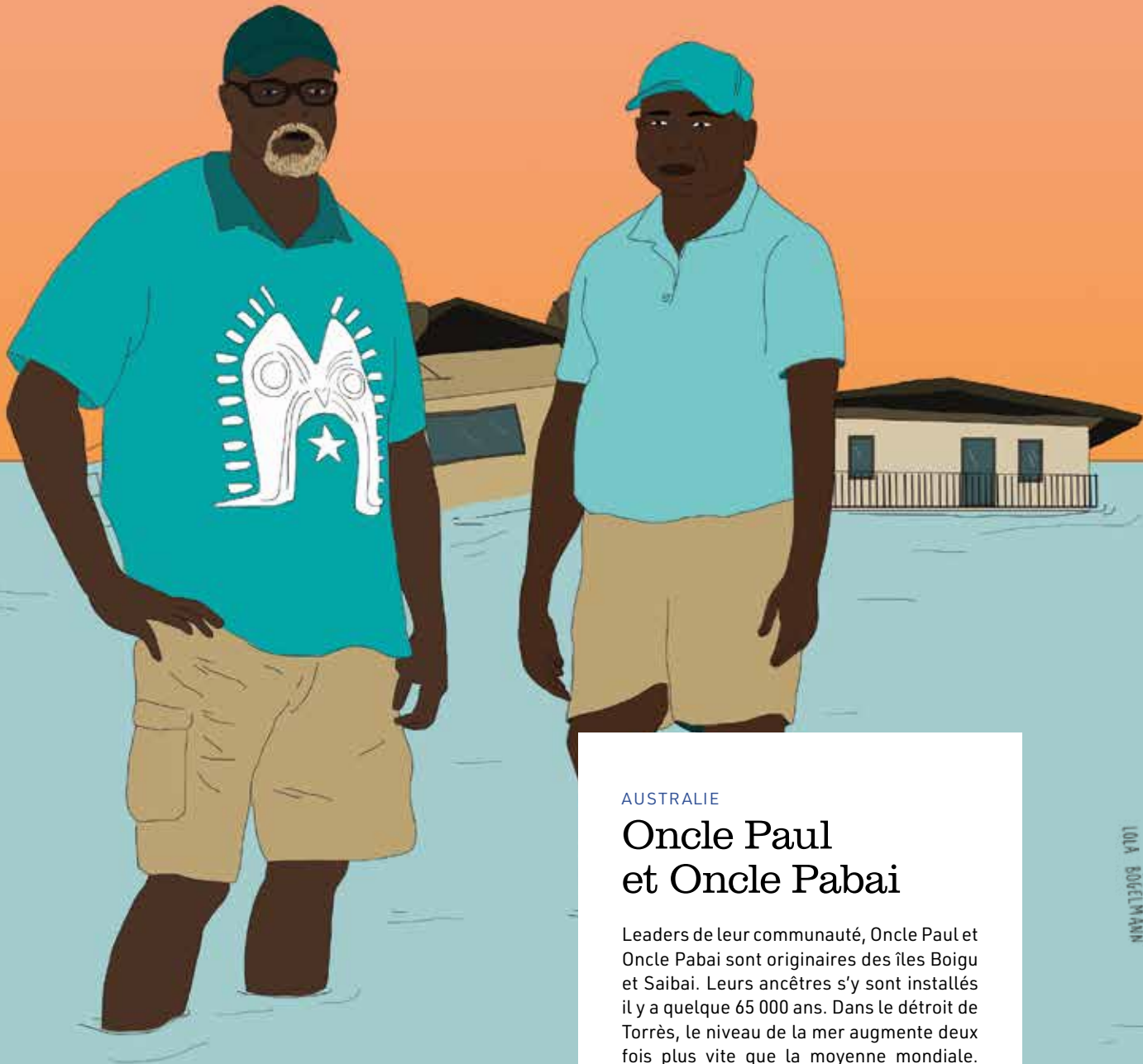


Retrouvez tous nos produits
sur boutique.amnesty.fr

**Lot de 6 bougies
parfumées**

48 €

**AMNESTY
INTERNATIONAL** 



AUSTRALIE

Oncle Paul et Oncle Pabai

Leaders de leur communauté, Oncle Paul et Oncle Pabai sont originaires des îles Boigu et Saibai. Leurs ancêtres s'y sont installés il y a quelque 65 000 ans. Dans le détroit de Torrès, le niveau de la mer augmente deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Les inondations menacent leur habitat, l'eau salée détruit les cultures vivrières. Avec leur communauté, Paul et Pabai ont engagé des poursuites judiciaires contre le gouvernement australien pour inaction face au changement climatique.

Illustration de Lola Bögelmann